

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

CONSÉQUENCES de la COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIÈRE EN PAYS MOSSI

Essai sur l'intégration du Pays Mossi
dans le système Français
avec ses conséquences sur la vie Archaïque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et publiquement soutenue

par

CONGO Kassoum

Jury

MM. J. MORINI-COMBY, *président.*

P. TISSET,

G. DESMOULIEZ,

assesseurs

MONTPELLIER

1955

UNIVERSITÉ DE MONTREAL

FAKIAN DE USCIT

CONSÉQUENCES DE LA COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIÈRE EN PAYS MOSSI

Essai sur l'histoire du Pays Mossi

CONSÉQUENCES DE LA COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIÈRE EN PAYS MOSSI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à l'Université de Montréal

CONGO Kinshasa

par M. J. K. K. K.

Université de Montréal

1960

1960

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

CONSÉQUENCES de la COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIÈRE EN PAYS MOSSI

Essai sur l'intégration du Pays Mossi
dans le système Français
avec ses conséquences sur la vie Archaïque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et publiquement soutenue

par

CONGO Kassoum

Jury

{ MM. J. MORINI-COMBY, *président*.
P. TISSET,
G. DESMOULIEZ, { *assesseurs*

MONTPELLIER

1955

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTE DE DROIT

CONSEQUENCES DE LA COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIERE EN PAYS MOSSI

Essai sur l'intégration du Pays Mossi
dans le système Français
avec ses conséquences sur la vie Archéologique



THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement

par

CONGO KAROUN

MM. J. MORIN-CONRY, G. DEMOULIER, G. BENOIST

présentent

pour

MONTPELLIER

1955

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM.

- Doyen* : BECQUE Emile.
- Assesseur* : LEGAL Alfred.
- Professeurs* : BECQUE Emile, Professeur de Droit Civil.
VIALLETON Henri, Professeur de Droit Civil.
GUENOUN Lucien, Professeur de Droit Romain.
LEGAL, Professeur de Droit Criminel.
DEMONTES Emile, Professeur de Droit Civil.
DELBEZ Louis, Professeur de Droit International
Public, détaché comme Membre de l'Assemblée
Nationale.
TISSET Pierre, Professeur d'Histoire du Droit.
CABRILLAC Henry, Professeur de Droit Com-
mercial.
COMBY Jean, Professeur d'Economie Politique.
COSTE-FLORET Paul, Professeur de Droit Civil,
détaché comme Membre de l'Assemblée Na-
tionale.
MILHAU Jules, Professeur d'Economie Politique,
Membre du Conseil Economique.
PEQUIGNOT Georges, Professeur de Droit Public.
BECQUE Jacques, Professeur de Procédure Civile
et Voies d'Exécution.
DESMOULIEZ Georges, Professeur de Droit Cons-
titutionnel et de Sciences Politiques.
- Agrégés* : DUFOUR Jean, Agrégé d'Economie Politique, deta-
ché à Alexandrie.
GERVAIS André, Agrégé de Droit Public.
GARRISSON Francis, Agrégé de Droit Romain.
MARTIN de la MOUTTE Jacques, Agrégé de Droit
Civil.
MAURY René, Agrégé d'Economie Politique.
- Chargés de Cours* : BADOUIN Robert, Chargé de cours d'Economie
Politique.
CABRILLAC Michel, Chargé de cours de Droit
Civil.
- Chargé d'un Cours* : DIJOL Marcel, Chargé d'un cours de Droit Civil.
- Assistants* : CATALA Pierre, Assistant de Droit Privé.
ROMIEU Jean, Assistant de Sciences Economiques.
- Honorariat* : MORIN Gaston, Doyen honoraire, Professeur de
Droit Civil.
COURTIN, Professeur d'Economie Politique.
ANTONELLI, Professeur d'Economie Politique.
- Secrétariat* : DUBOIS, Secrétaire.

CONSÉQUENCES DE LA COLONISATION SUR LA VIE COUTUMIÈRE EN PAYS MOSSI

Essai sur l'intégration du pays Mossi dans le système français avec ses conséquences sur la vie archaïque

AVANT-PROPOS

POURQUOI CE SUJET ?

On a déjà beaucoup écrit sur le pays Mossi. L'histoire et les coutumes du pays ont été les sujets favoris des auteurs qui se sont penchés sur ce coin de l'Afrique. L'arrivée des Français en pays Mossi est relativement récente. Il est donc juste que les premiers travaux aient été consacrés aux thèmes qui favorisent une connaissance approfondie des habitants. Mais quelque récente que soit cette arrivée des Français, ce laps de temps a été très fécond en grands événements, source de changements et d'évolution. Aussi est-il temps de poser les bases pour des travaux plus importants. « Les conséquences de la colonisation sur la vie coutumière en pays Mossi » est un sujet auquel il faut déjà penser. Nous intitulerons aussi notre travail : « Essai sur l'intégration du pays Mossi dans le système Français avec ses conséquences sur la vie archaïque ».

Nous avons allègrement accepté ce travail pour deux raisons : parce qu'il nous a été proposé par un Maître qui nous est cher et qui tient à cœur à ce que l'enseignement de la Colonistique s'alimente aux sources mêmes par des contributions aussi modestes que la nôtre, et parce qu'étant enfant du pays le sujet devait nous intéresser au plus haut point.

Nous dédions ce modeste travail à Madame Paul Mathias, en remerciement des encouragements qu'elle nous a prodigués tout au long de nos études. Nos remerciements vont à Monsieur le Gouverneur Général Cornut-Gentile, Haut Commissaire de la République en A.O.F. qui a bien voulu nous accorder le bénéfice d'un voyage d'étude en pays Mossi, à Monsieur le Gouverneur de la Haute-Volta qui nous a facilité les déplacements et permis de faire des recherches dans les différentes administrations. Notre gratitude est grande pour nos chers Maîtres, particulièrement pour notre Président de thèse Monsieur le Professeur Morini Comby, qui ne s'est pas contenté d'être le « professeur », mais qui a été aussi pour nous de bon conseil et d'une aide continue.

Remercier Monsieur le Doyen Mathias qui est un père pour nous serait sous-estimer son action inlassable mais combien ingrate en faveur de tous les étudiants d'Outre-Mer. Nous mentionnons particulièrement la famille de Madame Laure Dugourd qui nous a adopté en tant que fils dans son sein. Nous ne voudrions pas blesser notre ami Joseph Conombo, ancien ministre, en disant ici tout le bien que nous avons retiré de sa patience et de son aide assidue. A tous nos amis de France, Robert Mathieu, Raoul Valette, Pierre Rougé, Marc Hubert, Jean Apolis, nous ne savons comment dire notre reconnaissance. A Seydou Badian Kouyaté, à Diop Amadou Lamine, nos amis de toujours, à N'Diaye Abdou Salam, notre compagnon d'enfance, notre affectueuse pensée. Au Docteur Goarnisson, père blanc, à qui nous devons beaucoup. A nos frères et sœurs, à Rasmané, notre profonde affection. A la mémoire de nos père et mère. A notre grand-mère.

Nous faisons hommage de notre travail à notre frère, sa Majesté le Moro Naba Sagha, Empereur des Mossi, qui n'a pas failli à son devoir d'ainé à notre égard.

A tous, comme disent les Mossi, « nous n'avons pas de bouche pour dire merci ».

INTRODUCTION

LE PAYS MOSSI : *Situation Géographique* *Les différentes ethnies de la famille mossi*

Mânes de nos ancêtres, permettez qu'en ces pages un de vos fils évoque votre mémoire et parle de votre postérité. Puissiez-vous lui être favorable et guider sa plume pour que d'un cœur objectif et sans haine il mène à bien cette tâche si hardue. Que la « Blanche Terre » (1) vous soit toujours légère dans votre séjour éternel !

Avant d'entreprendre toute chose, les Mossi avaient coutume de s'en excuser auprès des ancêtres et en tant que Moaga (2), nous-mêmes, nous ne pouvons déroger à une tradition si pleine d'humilité et de soumission.

C. K.

(1) Expression traduite littéralement du mossi, en mossi « Tin-pélem ».
(2) Moaga : singulier de mossé ou mossi.

Le pays Mossi fait partie du territoire de la Haute-Volta. Englobée en 1904 dans le territoire du Haut-Sénégal-Niger, la Haute-Volta allait constituer en 1919 une entité particulière.

Répartie à nouveau en 1932 entre différents territoires (Côte-d'Ivoire, Soudan, Niger) une loi du 4 septembre 1947 lui a rendu son autonomie et, à quelques détails près, ses limites de 1932.

Elle est située dans la boucle du Niger, limitée à l'est par le territoire du Niger, au sud-est par le Dahomey et le Togo, au sud par la Gold Coast et la Côte-d'Ivoire, à l'ouest et au nord par le Soudan. D'une superficie de 250.000 km², soit presque la moitié de la France, elle présente l'aspect d'un vaste plateau de grès siliceux avec des pitons rocheux de 300 à 500 mètres.

Son système hydrographique est heureusement réparti : bassins supérieurs de la Comoé et de la Leraba, bassin de la Volta composé de trois affluents : la Volta blanche, la Volta rouge et la Volta noire, arrosée par les cours supérieurs des affluents du Niger, dotée d'un climat aux trois saisons principales (la saison sèche, l'hivernage ou saison des pluies et la saison fraîche) avec des amplitudes plus ou moins grandes du sud au nord, elle est peuplée de trois millions d'habitants, soit une densité de plus de 10 habitants au km², ce qui est beaucoup pour l'A.O.F. Les Mossi (1.700.000, chiffre approximatif), occupent tout le centre du territoire et s'infiltrèrent jusqu'à l'extrême est et au nord. Ils forment une masse compacte seulement parsemée d'îlots peulhs.

Les récits les plus communément reçus font venir les Mossi du nord de la Gold Coast, de Gambaga. Ils s'établirent à Tenkodogo (ancienne terre), puis se mirent en devoir de conquérir tout le pays actuellement occupé par eux. Ils chassèrent quelques autochtones, les dogons des falaises de Bandiagara par exemple, et assimilèrent complètement ceux qui voulurent rester. Il semblerait que ce fut vers le XII^e siècle que les Mossi prirent possession du pays.

Quatre royaumes distincts se constituèrent : les royaumes de Tenkodogo, de Fada N' Gourma, de Ouahigouya et de Ouagadougou. Un lien solide demeura entre eux. Les rois étaient tous issus de la famille de Ouédraogo, fondateur de la dynastie. Toutefois il existait un ordre de préséance. Certains prétendent que Tenkodogo était au haut de la hiérarchie en tant qu'ainé, d'autres soutiennent que c'était Ouagadougou. Il suffit de savoir qu'en pays Mossi il existe une hiérarchie très complexe et qui se retrouve partout.

Actuellement ceux qu'on appelle les Mossi ou plus exactement les « Mossé » sont les populations qui forment les royaumes de Ouagadougou, Tenkodoge et de Ouahigouya et

parlant un dialecte qu'on appelle le « moré ». A cette ethnie sont rattachées d'autres qu'on dit être issues de la même souche. Les Boussansé de la région de Tenkodogo et les Dagomba sont incontestablement de cette famille. Ils se rapprochent le plus des Mossi par leur dialecte. Les Gourmantchés de Fada sont des Mossi dont l'idiome diffère de nos jours du moré. Il semble aussi que les Samoghos du côté ouest du pays mossi soient une branche de la famille mossi ainsi que d'autres ethnies dont la parenté se perd dans la différenciation linguistique. De cette appartenance à la même famille ethnique il reste encore aujourd'hui des liens. La mort d'un roi mossi est toujours annoncée à Gambaga. Le Samogho et le Moaga se taquinent chaque fois qu'ils se rencontrent.

Notre travail portera uniquement sur les Mossi de Tenkodogo, Ouahigouya et de Ouagadougou qui répondent à l'appellation de Mossi et qui sont directement sous l'autorité de l'Empereur de Ouagadougou. Le Moaga est du type soudanais, de taille plutôt au-dessus de la moyenne, mésocéphale dans la majeure partie des cas, de teint cuivré. Il est d'un naturel gai, très poli, hospitalier sans réserve et sait acquérir la sympathie des autres. Le caractère dominant du Moaga c'est sa soumission à toute une hiérarchie qui l'écrase, soumission qui est un signe de discipline et non une banale servilité. Le Moaga a un sens politique aigu mais il est médiocre commerçant, comparé aux Dioulas et aux Haoussas. Il avait le sens de l'honneur et pour lui les ancêtres, les aînés et la famille étaient sacrés. Le Moaga, nourri d'une culture purement nègre, était animiste et le fétichisme était l'expression de sa foi.

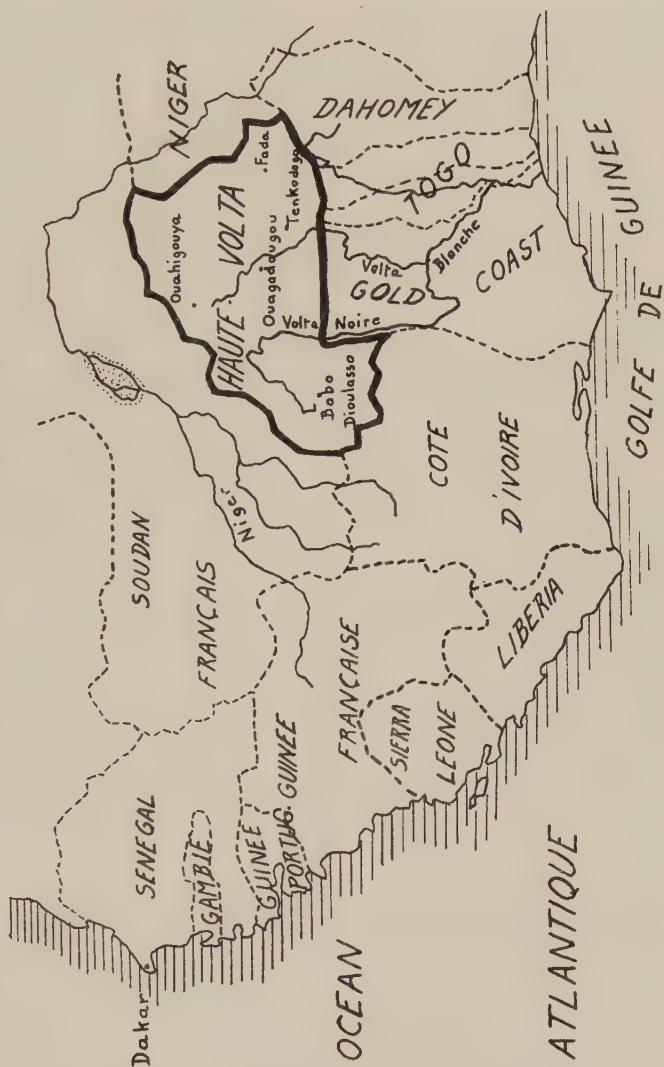
HAUTE-VOLTA

Populations



HAUTE - VOLTA

Situation géographique en A.O.F.



LIVRE I

CHAPITRE I

L'ARRIVÉE DES FRANÇAIS

Les Mossi avaient une connaissance bien rudimentaire des peuples et des pays qui les entouraient. Leur notion de la géographie était simple : « la Terre est plate et le ciel la touche à l'horizon ». Le monde en général s'arrêtait à la limite du pays Mossi. Le terme « Môgho » qu'emploient les Mossi pour désigner leur pays signifie également le Monde. Les Mossi ne connaissaient que leurs voisins immédiats. Il est donc certain qu'ils n'avaient entendu parler des blancs qu'à une époque relativement récente et ce, grâce aux rares voyageurs Haoussas et à quelques marabouts égarés dans le monde Mossi. Dans certains milieux mossi les premiers blancs furent dénommés « Les Poissons ». On les appelait ainsi parce que d'après les récits ils venaient de l'autre côté de l'Océan. Plus tard et avec l'arrivée des Français les Mossi empruntèrent le terme « Nassarah » pour désigner les blancs. C'est le terme nazaréen des Arabes qui, déformé par les premiers Africains islamisés, est devenu nassarah, toujours en usage.

Du côté des Européens il semble qu'il n'en fût pas de même pour ce qui est de la connaissance des Mossi. Sur la foi des ouvrages du Lieutenant Marc qui a fait des travaux fort remarquables sur le pays Mossi, nous savons que les Portugais à la fin du XV^e siècle ont entendu parler d'un roi « de Moses ». Nous citons cet auteur dans ce passage long, mais intéressant : « On a pensé jusqu'à présent, d'après une opinion émise par Barth, que des relations entre les Européens et le Mossi auraient existé au temps de Jean III, roi de Portugal. Il n'y a malheureusement qu'un seul historien Joano de Barros dans son *Asia* qui nous renseigne sur ce point si curieux de l'histoire de l'Afrique. C'est d'après lui que Faria y Souza cite le nom du roi des Mossi. Les Portugais crurent avoir trouvé le

fameux Prêtre Jean dans le roi des Mossi qu'ils crurent chrétien. » D'après cet auteur le nom des Mossi était connu en Europe au XV^e siècle et était tombé dans l'oubli. Toujours d'après le Lieutenant Marc « c'est seulement en 1819 qu'il fut cité pour la première fois par Bowdich. En 1853, Barth le longea (le pays Mossi) sans l'entamer, et, le premier, indiqua la situation géographique et l'importance politique et économique. Ce fut en 1885 seulement que Ouagadougou fut cité par un Européen, le Dr Krause. En 1887, le voyage de Von François fut arrêté au premier village mossi.

En 1888, l'exploration complète et vraiment scientifique du cours supérieur de la Volta par Binger fit connaître dans ses traits essentiels le pays des Nabas. » Les Français, installés sur la Côte Occidentale de l'Afrique depuis le XVIII^e siècle, n'ont effectivement connu le pays mossi qu'avec leur arrivée en 1896, c'est dire qu'il n'y a pas encore soixante ans. Le Dr Krause est le premier Européen à pénétrer à Ouagadougou le 24 septembre 1887. En 1894 un envoyé anglais, le mulâtre Fergusson, entra dans le Mossi et laissa des drapeaux partout où il passa. Binger pénétra par deux fois dans le Mossi. Il fut bien reçu la première fois et dut s'enfuir la deuxième fois. Les Français vinrent par le nord, occupèrent d'abord le royaume de Ouahigouya, celui de Ouagadougou et puis celui de Tenkodogo. C'est l'expédition Voulet et Chanoine qui, en août 1896, pénétra en territoire Mossi.

CHAPITRE II

PSYCHOLOGIE DE LA PENETRATION

LE CLASH ET SA DEFINITION

Selon notre Maître, Monsieur le Professeur Morini Comby, dans son cours de Colonistique « il y a colonisation lorsqu'il y a établissement durable par transplantation au loin d'un peuple, ou fragment de peuple acquérant primauté sur des territoires dont les populations antérieures sont de cultures différentes et inégales ». Ce contact entre deux civilisations peut être pacifique, mais il est plus souvent brutal. Ce contact c'est le « clash » un mot anglais qui donne bien l'image d'un « accrochage dont il est difficile de se détacher ».

En pays Mossi cet accrochage n'eut lieu qu'en 1896. Il fut brutal. Binger lors de son premier voyage avait pensé à un contact pacifique. Les espérances furent trompeuses ; mais cette brutalité a été tempérée du fait que les Mossi ne s'attendaient pas à cette venue des Français. Les Mossi n'avaient jamais été inquiétés dans leur pays. Confiants en leur puissance et craints de leurs voisins qui exagéraient peut-être leur force (force d'ailleurs non négligeable à cause de leur cohésion), ils croyaient leur position inexpugnable et ne pensaient pas être inquiétés de l'extérieur. C'est ainsi qu'ils n'ont fait aucun cas de l'avance des Français, ni de celle des Anglais. Ils ne semblaient même pas avoir pénétré les intentions des blancs.

Les Français vinrent, en nombre insignifiant, mais avec des armes d'une puissance insoupçonnée des Mossi. La résistance des Mossi fut brève. Leur imagination fut vivement frappée par la force du nouvel arrivant. Les résistances isolées ou organisées furent sévèrement réprimées et les Mossi durent se soumettre.

Mais ils avaient espoir que les blancs ne resteraient pas au pays. C'était la raison pour laquelle le Moro Naba Wobgo, poursuivi par les Français, faisait un chemin allant du sud vers l'est, avec la ferme intention de rentrer dans Ouagadougou. C'est ce que les Mossi ont cru pendant longtemps et leur conviction était d'autant plus ferme, qu'ils n'étaient pas, eux, un peuple de conquérants. Les Mossi passaient pour de bons

guerriers, mais pour eux la guerre se réduisait à des prouesses et à une bonne prise de butin. Ils pillaient plutôt qu'ils ne conquéraient. La razzia terminée, les Mossi rentraient chez eux emportant captifs et bétail. Ils ne pouvaient donc pas penser que le blanc voulût rester après la bataille. Et d'ailleurs pourquoi s'établirait-il chez eux ? On a souvent parlé d'un certain Moaga à qui un Français aurait demandé son nom ; il répondit qu'on le nommait : « Wà Gnin ma » et que son prénom était : « Nà Kuili Basma ». Ce qui veut dire en bon français : « Tu es venu m'y trouver, tu m'y laisseras à ton départ ». Si donc il n'y avait plus de résistance ouverte il y avait un refus psychologique et qu'enfin les Mossi eurent à donner certaines prestations en nature pour la subsistance de la garnison, ils se dirent qu'un étranger qui prend les œufs n'est pas un étranger qui pense au retour.

C'est seulement petit à petit que les Mossi comprirent que les Français ne partiraient plus. Les Mossi n'ont pas été indifférents à cet établissement. Certains y voyaient une grande limitation à leur pouvoir, d'autres le supportaient fort mal à cause des corvées. Il y a eu une déception générale. On peut encore entendre, comme un regret des temps anciens, des réflexions de cette sorte : « Le monde est gâté. Si le blanc n'était pas là est-ce que tel individu aurait osé faire ça ? ». Ce sont les derniers soubresauts contre une présence qu'on a toujours crainte. Quant aux griots (1), ils ne cessent de vous répéter que le monde est à l'envers et qu'il n'y a plus d'hommes. C'est comme une nostalgie des temps héroïques dont seules les nouvelles générations n'ont aucune idée et que les anciens désespèrent de ne plus jamais revivre.

Aujourd'hui les survivants de la conquête se sont résignés et s'accommodent parfaitement de leur nouvelle existence. Quant aux jeunes, ils sont venus dans un monde qui avait déjà ses habitudes et ils se trouveraient plutôt désorientés si ces habitudes changeaient.

(1) Griot : genre d'aède, de troubadour qui chante les louanges et avait pour mission d'encourager et d'exciter l'ardeur des guerriers.

LIVRE II

CONSEQUENCES SUR LES STRUCTURES

CHAPITRE I

SUR LA VIE POLITIQUE DU PAYS

Section I — NOUVELLE REPARTITION DES POUVOIRS ET SUPERPOSITION DES ADMINISTRATIONS

Ainsi qu'il a été dit, le pays Mossi comportait quatre royaumes à l'origine. Plus tard certains vassaux acquirent une relative autonomie. Le « Bousma » et le « Riziam », par exemple, sont du nombre.

Ils étaient des « Kuirit'ba » de roi défunts, c'est-à-dire leurs représentants sur terre. Chaque royaume avait à sa tête un roi entouré de hauts dignitaires qu'on appelle aujourd'hui chefs de provinces ou ministres. Le royaume était divisé en cantons et chaque canton comptait plusieurs villages. Les cantons chevauchaient souvent les uns sur les autres parce qu'à l'origine pour délimiter l'aire administrative du nouveau chef, on mettait le feu à la brousse et, seul le vent était alors le maître de l'étendue du canton. L'administration du pays était facile et la paix et la sécurité régnaient partout. A ce propos nous citerons encore le Lieutenant Marc :

« A cette époque (avant les Français) ainsi que Crozat le constatera, on était frappé en entrant en pays Mossi de l'absolue sécurité dans laquelle vivait la population, alors que partout ailleurs la guerre et la chasse aux esclaves désolaient les villages. Et l'on citait avec envie les paysans Mossi se rendant isolément à leur champ, la pioche sur l'épaule, alors que partout ailleurs le chef de famille devait avoir nuit et jour ses armes à portée de la main ».

Les Mossi ont connu une paix intérieure grâce à une bonne organisation politique et sociale. Il existait une hiérarchie

en tout et il y avait des chefferies pour tout. Le besoin d'avoir un responsable pour toute chose a été raillé par un peulh qui disait que chez les Mossi il y avait des chefs pour n'importe quoi, depuis les arbres jusqu'aux cailloux. Ce Peulh semblait ignorer toute l'importance de la division du travail et à quels rôles coutumiers correspondaient ces chefferies même en apparence inopérantes.

Les Français arrivèrent en pays Mossi. Un traité de paix et de protectorat fut signé le 20 janvier 1897. Ce traité stipulait dans son article 5 qu'en témoignage de sa reconnaissance Kouka Koutou plaçait sous le protectorat exclusif et sous la souveraineté absolue de la France le Mossi et tous les territoires qui en dépendent légitimement.

Le pays Mossi n'avait jamais été soumis par aucun de ses voisins et l'autorité des Nabas avait toujours été incontestée. Une nouvelle autorité venait se superposer à celle des Nabas. La primauté de Ouagadougou fut consacrée par les Français. L'organisation administrative ancienne ne fut pas touchée ; on se contenta seulement de fixer d'une façon rigide les limites administratives de chaque autorité locale. L'administration française coiffa celle des chefs coutumiers qui furent respectés dans leurs prérogatives essentielles. Une double administration naquit de ce fait. Ce sont les chefs coutumiers qui administrent directement. Ils deviennent les intermédiaires entre l'administration française et le peuple Mossi.

Tout au début, les Français n'avaient de prise que sur les chefs et non sur la population. Grâce à l'existence en pays Mossi d'une structure de commandement parfaite, les Français n'avaient pas eu recours à un arsenal administratif encombrant et onéreux. Ce sont les chefs coutumiers qui perçoivent l'impôt pour le compte de l'administration française, envoient les hommes pour les corvées, réunissent les populations pour les recensements et les vaccinations en cas d'épidémie.

Jusqu'à ces dernières années, la nomination de ces chefs relevait uniquement de la coutume. Les Français ayant élargi au fur et à mesure le domaine de leur emprise, cette nomination a pris un caractère mixte. La coutume subsiste, mais gravement tempérée par le droit écrit français. Certaines chefferies sont plus ou moins importantes et la désignation du candidat devient chose sérieuse. L'administration française avait préconisé un vote populaire. Les autorités locales s'y opposèrent à juste titre, car de la votation à la suppression pure et simple des chefferies il n'y a qu'un pas. L'administration française ne s'avoua pas vaincue pour autant. Elle a toujours un candidat qu'elle appuie auprès des chefs coutumiers. Pour ce qui est des chefs de village, il existe depuis

1951 une décision administrative de nomination.

Voici un modèle d'une de ces décisions :

Décision n° 5

L'administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, commandant le cercle de Ouagadougou,

Vu la désignation coutumière dans les fonctions de chef du village de X, du notable Z,

Vu l'avis du chef de Province Y,

Sur la proposition du chef de subdivision de Ouagadougou-sud,

Vu les nécessités du service, décide :

Article unique : le notable Z est nommé chef du village de X, canton de D, province de Y, subdivision de Ouagadougou-sud, cercle de Ouagadougou.

Et voilà un acte authentique dont est muni le nouveau chef. C'est une nouveauté. Anciennement, un boubou blanc et un bonnet blanc étaient les insignes et la preuve de la nomination de tout chef. Ces insignes on les recevait du Roi. Les Mossi ignoraient l'écriture aussi n'y avait-il pas d'autre mode de preuve. En intituant cette décision, l'administration française consacre définitivement le chef coutumier et l'intègre officiellement auprès d'elle pour l'accomplissement de l'œuvre administrative.

L'intégration est plus poussée dans la mesure où le nouveau chef doit être, en principe, lettré ou capable de s'exprimer en Français. Cette exigence ne peut servir que comme un facteur d'évolution. Le rôle de l'interprète s'amenuise et le chef peut directement donner ses explications à l'administrateur, ce qui évite beaucoup de malentendus.

Section II — 1946 ET SES EFFETS

§ 1 : POLITISATION DU PAYS ET APPARITION DES PARTIS

Démocratisation progressive de la masse.

Avant l'arrivée des Français, les Mossi avaient une vie politique comme tout groupement humain. Seule la manière de mener cette politique était différente. Le peuple ne participait en rien au choix de ses dirigeants, mais un choix malencontreux pouvait avoir de graves conséquences. Les intrigues de cour donnaient de l'ambiance à cette vie politique à laquelle le peuple restait indifférent pour ne songer qu'à une bonne administration et à de bonnes récoltes. L'installation des Français n'avaient en rien changé cette situation.

C'est seulement à partir de 1946 que les choses vont prendre une autre tournure. Jusqu'à cette date le pays a vécu sous le régime de l'indigénat. Les Mossi étaient sujets fran-

çais et de ce fait astreints aux corvées et au travail forcé. Le nouveau régime de 1946 apporta la citoyenneté pour tous et aussi pour les Mossi, sujets du Roi des Mossi. Nous pensons que cette citoyenneté concerne les rapports des Mossi avec la France et non ceux du peuple Mossi avec son Roi, où elle n'a pu créer une nouvelle situation car le Roi serait devenu un citoyen de l'Union nanti de privilèges.

Les Mossi ont favorablement accueilli la nouvelle citoyenneté sans en comprendre le sens ni la portée. Mais ils lui ont donné le sens qu'ils souhaitaient qu'elle eût. Ce nouveau régime, les Mossi l'appelèrent « Sôguem minga » ce qui littéralement signifie « possession de soi-même », ou tout simplement liberté, libération. Ce fut une confusion comme au début de tout nouveau régime. Les corvées furent supprimées et ce fut là la vraie libération pour les Mossi, mais alors l'entretien des routes en souffrit.

Une nouvelle vie politique allait naître alimentée par la contribution de tous. Des campagnes électorales s'ouvrirent. On créa des partis politiques. Tout cela était si nouveau et tellement inspiré de l'esprit occidental que la mentalité des Mossi ne s'en était pas accommodée aux premiers temps. Les nouveaux politiciens sortis des rangs ont dû essayer toutes les méthodes pour faire comprendre à la masse ce que voulait dire citoyenneté, et le danger qu'il y avait à prendre la nouvelle liberté pour une licence ou pour un permis de farniente. Les Mossi eurent à élire des hommes nouveaux pour les représenter.

Une nouvelle classe d'hommes allait apparaître qui, pour beaucoup, seraient les défenseurs du peuple contre l'administration et contre les chefs. Ce fut la raison d'une méfiance réciproque entre les chefs coutumiers et les nouveaux élus. Cet état de choses ne dura pas. On comprit bien vite le rôle des parlementaires et les chefs, les premiers, leur ont donné leur confiance. Quant au peuple, l'euphorie des premières heures passée, il a retrouvé son immobilisme et le semblant de trouble de croissance qu'on avait pu observer s'est vite résorbé. C'est pour cela que nous ne tenons pas pour exacte cette affirmation du Père Eugène Mangin dans son ouvrage : « Les Mossi » : « le jour où ils sentiront que leurs chefs n'ont plus d'autre autorité que celle qu'ils tiennent d'un blanc, qui réside souvent à plusieurs journées de marche, mais auprès duquel il est toujours possible de réclamer et qui écoute volontiers les plaintes déposées contre les nabas, qu'on peut faire mettre aussi son naba en prison ou tout au moins lui causer de graves ennuis : ce jour-là, le Mossi relèvera la tête, et comme il ne laisse pas d'être indépendant quand il n'a plus peur, ses chefs n'auront plus aucune autorité, ce sera l'anarchie ».

L'expérience de 1946 a prouvé que le Mossi, même pour montrer son indépendance, reste discipliné et devenu citoyen, il n'est pas pour cela anarchiste. Il a été façonné dans ce sens par plusieurs siècles d'habitude. Cette discipline, loin d'être un fait contre lequel s'insurgeraient les Mossi, a donné ce bon résultat, alors que partout ailleurs dans la fédération les esprits s'échauffent. Les Mossi sont sur la voie de comprendre la nouvelle politique ou tout au moins ils l'adaptent à leur façon de concevoir les choses. Ils s'abritent, en général, derrière l'avis du chef coutumier. Il est très beau de voir une telle cohésion et il serait mal de dresser le Moaga contre son chef. Il ne serait de l'intérêt de personne de provoquer l'anarchie.

§ II : POSITION DU CHEF COUTUMIER ET DE LA POPULATION

Les chefs coutumiers restent les administrateurs directs du pays. Ils sont fonctionnarisés et ils tendent à prendre figure de représentants de l'administration française, plutôt que d'être ceux du pays dont ils ont la responsabilité. Leur autorité sur le pays était encore très grande en 1946. Mais la citoyenneté et toutes ses exigences ont contribué à faire du chef un vrai fonctionnaire, dont l'autorité semble reposer non plus sur la coutume, mais sur sa fonction qui n'est plus que d'être l'intermédiaire entre le peuple et l'administration française. La main-mise du chef sur le natif se relâche et ce dernier n'étant plus corvéable à merci n'est même plus venu aider le chef à cultiver son champ. Le chef trouvait dans ces travaux de ses champs l'unique profit de sa chefferie, car quoique assumant une lourde tâche administrative, il était fort mal rétribué par l'administration. Ainsi donc l'autorité du chef s'affaiblissait en même temps que s'évanouissait sa puissance économique, dernière chose qui aurait pu retenir autour de lui une suite plus imposante, signe de sa situation sociale. Le chef n'est plus ce personnage dont on avait une crainte révérencielle. Il est devenu, sinon un administrateur sans avancement de grades, du moins un personnage désacralisé. Quant au peuple, libéré du travail forcé et des corvées, il ne demande qu'une chose : avoir le moins de contact possible avec les autorités quelles qu'elles soient. Son chef coutumier, quoiqu'il continue à s'en remettre à lui et qu'il le respecte, il ne manque pas de s'éloigner de lui, sachant que c'est par son entremise que le blanc l'atteint. Pour ce qui est des lettrés, leurs attaches avec les chefs coutumiers sont très lâches, seule subsiste une courtoisie réciproque dans leurs relations personnelles.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES JURIDIQUES

Section I — LA FAMILLE ET LE MARIAGE

Toutes les institutions en pays Mossi sont hiérarchisées. La famille en présente tous les degrés et sert de modèle aux autres. Elle n'est pas réduite aux enfants et au ménage, quoique chaque ménage soit juridiquement individualisé. Elle englobe tous ceux qui descendent d'un même ancêtre paternel et les personnes qui dépendent d'eux d'après la coutume. La famille mossi est patriarcale, mais l'enfant a toujours des liens avec la famille de sa mère où il est particulièrement choyé et où il peut tout se permettre. La famille mossi est un groupe très vaste qui est ce que les Mossi appellent « boudou » c'est-à-dire la parenté. C'est le descendant mâle le plus âgé, ou descendant de la branche aînée, qui en est le chef et il doit être consulté pour tout.

Jusqu'en 1946, les Mossi ont été fidèles à leurs coutumes. Mais cette date marque une grande coupure avec le passé. Actuellement, la famille reste en principe ce qu'elle avait toujours été, mais en fait il y a des déviations. L'autorité des aînés n'est plus incontestée. La communauté et la solidarité familiale sont ébranlées. Chacun veut faire son chemin tout seul et l'esprit de famille ne se retrouve que dans la contribution qu'il fournit pour l'impôt, et les funérailles et dans les « coups durs ». Les Mossi avaient atteint une culture et une spiritualité propres à leur société. Leur morale enseignait le respect des hiérarchies, de l'âge, la charité pour le pauvre et l'hospitalité pour l'étranger. L'enfant se devait corps et âme à sa famille et tous lui devaient aide et protection. La famille était le foyer d'un culte qui s'adressait spécialement aux ancêtres et c'est là que venaient communier une fois l'an tous les membres de la famille : le « basga », c'est une sorte de sacrifice du souvenir. Il ne venait à l'idée de personne de désobéir ou de manquer de respect à son aîné. Le pronom personnel « vous » était de rigueur entre un cadet et son aîné, et il fallait employer la troisième personne du pluriel quand on parlait d'un aîné ou d'un supérieur, ce qui équivalait à un vous de respect.

De toute cette somme de valeurs que reste-t-il de nos

jours ? Les blancs sont venus. Ils ont surtout respecté le domaine de la famille et n'ont pas cru devoir y intervenir. On n'avait pas compté avec le démon de l'imitation. Les valeurs léguées par les ancêtres ne sont pas tombées dans l'oubli, mais elles sont devenues d'une application si souple qu'elles en arrivent à être méconnaissables. On n'honore plus l'âge : la parole des vieux a souvent très peu de poids, l'enfant s'émancipe et depuis que les jeunes gens travaillent au dehors pour leur propre compte et gardent leurs gains, l'autorité du père ou du chef de famille devient sans effet.

C'est tout un drame que la question que pose la vie de certains enfants dans les grands centres urbains. On y voit des enfants, soit qu'ils n'aient pas pu continuer leur scolarité, soit qu'ils aient été tout simplement attirés par la ville, former des bandes de la pire espèce. Le cinéma y a une grande part de responsabilité, car on voit quelques-uns de ces énergumènes s'affubler de la tenue noire des héros de « western ». Ils se donnent des surnoms. Les parents n'ont plus aucune prise sur ces déclassés qui sont devenus des candidats pour remplir les prisons. Les marchés sont infestés de ces apprentis « pick-pocket » dont l'insolence ne cède en rien à leur conduite. On commence aussi à rencontrer des enfants abandonnés, ce qui n'existait pas. Puisse leur nombre ne pas augmenter, les déshérités étant déjà en assez grand nombre. La famille étant la cellule de toute société, la force de chaque société réside dans sa solidarité et sa cohésion. Il est vrai qu'après des siècles de soumission il est bon de goûter à la liberté, mais il ne faut pas que cette liberté aille jusqu'à saper les bases mêmes d'une société. L'émancipation des masses en pays mossi semble s'être faite surtout contre l'autorité de la famille. Cette attitude si dangereuse nous allons en voir les effets sur le mariage.

Le mariage chez les Mossi.

Dans cette société pourtant si hiérarchisée, on ne trouve pas de castes et c'est à peine s'il y a des classes sociales. On peut dire qu'il y a des couches sociales qui ne sont que le résultat de cette hiérarchie. L'absence de castes entraîne une très grande conséquence du point de vue des rapports sociaux. Tout Moaga peut avoir pour épouse une femme issue de n'importe quelle couche sociale. Cela compense le fait que le mariage est exogamique et prohibé entre deux individus qui auraient un quelconque lien de parenté. On offenserait les mânes des ancêtres et on encourrait la réprobation publique. Le mariage n'était pas facile en pays mossi et ne se mariait pas qui voulait. Il ne suffisait pas de fréquenter une jeune

filles qui vous plaisait pour être autorisé à demander sa main. Il y avait d'abord impossibilité logique parce que les hommes et les femmes ne se fréquentaient pas à la manière occidentale. Vous ne pouviez pas décemment vous arrêter pour causer avec une femme si elle n'était votre mère, votre sœur ou une parente. Si vous étiez un homme de maison, c'est-à-dire serviteur, palefrenier ou autre, vous deviez tenir les distances avec les femmes du maître de maison et toute autre femme.

Il y avait confusion entre la notion de mariage et celle de fiançailles. Un garçon ou une fillette à tout âge, même à la plus tendre jeunesse, pouvaient se voir dotés d'une femme ou d'un mari. C'est dire qu'il n'était pas question de parler de consentement : c'est le bien des enfants qu'on cherche et les aînés sont là qui pensent et décident pour eux. La consommation du mariage pouvait intervenir bien des années après, à l'âge de la puberté. Le consentement faisait défaut parce que le mariage a été au début un acte à caractère purement religieux. On mariait les enfants pour qu'ils perpétuent le nom des ancêtres, pour qu'ils aient des descendants qui, chaque année, à la fin des récoltes, sacrifient sur la pierre des fétiches. On ne cherchait pas dans le mariage un plaisir quelconque : c'était un devoir familial. Le célibat était très mal vu et il était pratiquement rare de voir des femmes célibataires et même des veuves non remariées.

Le mariage se définit en pays Mossi comme étant « l'entrée dans la maison ». Une pratique ancestrale veut que les hommes de la maison qui ne sont pas mariés et qui ont atteint un certain âge, habitent hors de la concession familiale, dans des cases dont le nom correspond comme par hasard au mot français « garçonnière ». Celui qui devient un homme marié se voit autorisé à construire pour son compte.

D'après certains la monogamie était la règle et la polygamie l'exception chez les Mossi ; c'est possible, car la polygamie était un des signes extérieurs de la puissance politique.

Il y avait un seul mode de mariage, mais qui comportait diverses manières quant à sa réalisation et non quant à sa célébration. Les diverses manières de réaliser un mariage étaient :

1°) La situation courante :

Un célibataire ou même un homme déjà marié désire se marier. Pour ce, il fréquentera assidûment un père de famille. Il lui rendra de menus services pour lui être agréable ; aidera à la culture, à la construction d'un toit de case et surtout il lui portera du bois. Cela peut durer des années. Entre temps il délèguera au père de famille un homme recommandable,

le plus souvent un ami de la famille. C'est cet intermédiaire qui fera la demande. Le père de famille restera libre d'accorder la main de n'importe laquelle de ses filles qui sont sous sa puissance, s'il se trouve satisfait du requérant. Il réunira un conseil de famille, il en parlera à quelques notables du quartier.

2°) Il arrive aussi qu'un chef de famille prenne l'initiative de donner sa fille, ou une autre placée sous son autorité, en mariage à un jeune homme de son choix uniquement parce que tel est son plaisir.

3°) Les gens de maison ont un autre sort. Normalement tout chef de famille a ce qu'on appelle ses célibataires. Ces célibataires, ce peut être ses enfants ou des enfants d'autrui confiés à lui pour qu'il les élève et aussi pour que ces enfants l'aident. Ces jeunes gens servent sous ce chef de famille jusqu'à leur majorité et leur installation lui incombe alors. Le père de famille les mariera.

4°) Le cas des gens de maison est beaucoup plus pittoresque quand il s'agit de ceux qui servent les chefs. Quand le chef marie un serviteur, le premier enfant issu de l'union revient de droit au chef. Si c'est un garçon il revient prendre la place de son père. Si c'est une fille, c'est le chef qui la marie à qui il veut : c'est ce qu'on appelle « poug suiré ». C'est ainsi que les chefs arrivent à marier toute la pléiade de leurs domestiques et être encore à même de donner des femmes à d'autres personnes. Les chefs pour leurs domestiques font un mariage en série. A des époques régulières, neuf, douze ou quatorze ans, le chef fait un choix parmi ses domestiques et il fixe une date pour le mariage collectif. On appelle ce jour-là « sortie ». En somme ils sortent de la puissance du chef. Pour cette sortie on prend les domestiques d'après leur ancienneté, mais le chef reste libre de faire sortir très tôt les mauvaises têtes. Ces mauvaises têtes sont très sévèrement sanctionnées ne serait-ce que par cette sortie prématurée. D'autre part, on peut leur donner pour femme l'enfant à naître d'une certaine femme. Cet enfant peut être un garçon et alors la punition atteint son but par ce ridicule.

La célébration du mariage

Quand tout est conclu, le père de famille choisit un samedi pour le mariage. Le samedi est le jour faste pour le mariage. Une délégation est constituée pour accompagner la promise à son domicile conjugal. Il se trouve toujours une âme charitable, ne serait-ce que l'intermédiaire qui a mené les pourparlers, pour avertir le candidat mari à avoir à se tenir prêt pour tel samedi, parce qu'il aura une visite et c'est tout dire.

Le candidat mari, au jour fixé, est prêt. Selon ses moyens il préparera un grand repas et souvent il y a à boire. En principe la délégation descend dans une maison voisine de celle du mari. Elle arrive vers les 8 heures du soir et on l'introduit auprès de la famille de l'intéressé. Le mari est toujours le dernier à qui on apprend officiellement l'arrivée de la délégation. Il le sait, mais doit feindre de l'ignorer. Quand la nouvelle est sue par toute la famille de l'intéressé et que lui-même, centre des activités du jour, a été officiellement proclamé mari légitime par le chef de la délégation, les principaux parents étant présents, chacun se barbouille la tête de poussière et tous poussent un hourrah retentissant répété trois fois. Chaque hourrah est précédé d'une prosternation pour se barbouiller de poussière. (Se mettre de la poussière sur la tête est un signe de reconnaissance et de grande joie). La délégation peut rester toute une semaine et pendant ce temps on s'occupe à bien la recevoir. On tue des poulets et selon la fortune de la famille du mari ou selon la qualité de celui qui a donné la femme on peut tuer jusqu'à des bœufs. Quand on donne congé à la délégation on fait des cadeaux à chacun de ses membres, et aussi et surtout des cadeaux pour les femmes de celui qui a donné la femme. Il est rare que lui-même reçoive quelque chose.

Le mariage en pays Mossi n'est pas une vente. Quand quelqu'un donne une femme à un autre, c'est uniquement avec l'animus donandi. Il a l'intention pure d'être agréable. La notion des dots n'existe pas. Quand on donne ce n'est jamais dans l'intention de recevoir. Les cadeaux offerts ne sont pas un prix d'échange, car la femme serait d'un prix dérisoire. Ils ne sont pas non plus l'équivalent d'une dot. Certains y voient une dot, d'autres une sorte de compensation pour la perte de la femme par l'autre famille. Quant à nous, nous n'y voyons qu'un symbole. L'intention de bien faire seule importe.

La notion de dot dans le sens occidental ne semble pas avoir existé. Les cadeaux faits ne vont pas à la femme, mais à sa famille qui en dispose et quoiqu'il arrive, il n'y a pas lieu à restitution. Dès l'instant que la femme est intégrée dans le milieu familial la solidarité joue, et la dot perd son caractère de garantie pour la femme. La femme qui entre dans un nouveau foyer y est complètement assimilée. Elle est automatiquement sous la puissance du pater familias, quoiqu'en pays mossi chaque ménage ait une individualité juridique. Elle doit du respect aux oncles de son mari et pour ce qui est des frères et sœurs il y a une pratique qui veut qu'il règne entre eux un perpétuel esprit de chahut. La femme les dénommera toujours par le terme de vilains, elle leur fera de petites farces gentilles. Les Mossi ne semblent pas avoir su ce que c'était

que le divorce. La répudiation existait, mais elle n'était pas fréquente, car elle constituait un acte très grave ; d'autre part, il y avait possibilité de rétablir par la force toute situation mauvaise. Ainsi une femme qui trompe son mari court le risque fort grand de voir supprimer son amant, de se faire bastonner copieusement et d'être obligée de réintégrer le domicile conjugal.

Une femme en pays Mossi a toujours un mari. Si le père de famille vient à mourir, ses femmes, quel que soit leur âge, passent à ses frères et à ses enfants. Faut-il voir par là que la femme est un objet de propriété et passe comme tel dans la succession ? oui et non. Oui, pour la raison simple que la femme désigne aussi son mari par le terme « om soilà » ce qui veut dire : mon possesseur ou mon propriétaire. On ne peut pourtant pas arguer d'une simple formule pour affirmer de telles choses. Non, car la société mossi est essentiellement communautaire et il existe une solidarité familiale. Si la femme passe au fils ou au frère, c'est uniquement qu'elle fait corps avec sa nouvelle famille. Elle peut même être excessivement vieille, on la recueille et on ne la laisse pas rentrer dans sa propre famille. Il ne faut pas qu'il soit dit qu'elle ait été sans protection. Il existe en somme une sorte d'exclusivisme ou d'égoïsme familial.

La femme a son pécule. Elle peut recevoir de ses parents des cadeaux qui lui restent en propre. Le mari peut disposer s'il le veut de quelque partie de ce pécule, mais il y mettra les formes.

Les Mossi voyaient mal les mariages avec d'autres ethnies. Ce qui était paradoxal, c'est qu'ils n'épouseraient pas une étrangère, mais donneraient volontiers leurs filles en mariage à des ressortissants d'une autre ethnie. Il semble qu'anciennement un Moaga qui avait eu des relations avec une femme peulh devenait impur et devait se purifier en se baignant dans neuf marigots différents.

*
**

Voilà ce qu'était la famille et le mariage en pays Mossi. Comment a évolué cette vieille tradition sociale au contact des Français ? La famille est le domaine où le respect des statuts est absolu. Mais les Français ont beau respecter la famille, tous leurs principes tendaient involontairement à en saper l'autorité. C'est ici que le mauvais rôle de l'imitation va jouer.

Inconsciemment l'individualisme a pénétré les esprits. L'école, le service militaire, ont fait des Mossi des hommes nouveaux, prêts à renier certaines de leurs valeurs. Le poids

du travail forcé a fait fuir les jeunes loin de chez eux. Des jeunes ont émigré jusqu'en Gold Coast pour tenter leur chance. Tous ces gens là, qu'ils le veuillent ou non, sortaient plus ou moins du cercle familial. La citoyenneté est venue accélérer cette désagrégation. Quant aux Mossi élevés à la manière française, on ne peut pas dire qu'ils ont renié leur famille. Ils sont même grugés par les membres de cette famille, mais de ces membres incultes les lettrés se servent très souvent comme domestiques. Cela n'est plus dans la ligne de notre culture.

D'autre part, chez les Mossi, le nom de famille existait, mais dans une même famille on pouvait vous appeler par plusieurs noms d'ascendants. Les jeunes enfants étaient incapables de savoir quel était le bon. Avec les Français, le nom s'est fixé pour le besoin des recensements. Une nouvelle individualisation de la famille s'est faite. Dans les villes, la famille tend à ne plus englober que la descendance directe. Les collatéraux s'éloignent. Actuellement, on semble gêné de découvrir un nouveau membre de sa famille. Anciennement, c'était une grande joie car c'était une nouvelle force qui s'ajoutait à la puissance de la famille. Maintenant on craint que ce ne soit un individu qui vienne vous demander service, alors que vous avez déjà assez de mal pour vous tirer d'affaire. L'esprit de famille n'a pas gagné dans cette évolution.

Que dire donc du mariage ? L'institution purement mossi du mariage est tout bonnement sur le point de disparaître. Elle subsiste seulement dans la brousse, et d'ailleurs pas pour longtemps. Dans la ville on marche à pas de géant. Les habitants ont eu vent du décret du 15 juin 1939, décret Mandel, qui luttait contre le mariage d'impubères. L'administration a aussi prohibé la pratique du « pough' suiré », c'est-à-dire la pratique d'après laquelle la première fille d'une femme donnée par un chef doit être donnée en mariage par lui à qui il veut. D'autre part il y a de nombreux catholiques mossi qui, selon la dénomination des missionnaires, se marient suivant la « coutume mossi catholique ». C'est un mariage purement catholique. Les fidèles de l'Islam pratiquent le mariage musulman adapté à leur mentalité. Maintenant les garçons courtisent ouvertement et directement les jeunes filles qu'ils veulent épouser et c'est l'argent qui force la main des parents. Le mariage était difficile en pays mossi, mais quiconque pouvait avoir une femme à condition de faire la cour à un père de famille. Ce n'est plus la bonne méthode. L'argent est devenu le maître de la situation et il y a souvent des cas abusifs. Le mariage n'est plus solide. La majeure partie des litiges portés devant les chefs coutumiers concerne des femmes qui, après une vie conjugale régulière, ont quitté leur foyer pour

contracter un nouveau mariage, ou tout simplement pour vivre maritalement avec un jeune homme qui a pu les attirer par des apparences d'aisance. Ce phénomène semble malheureusement vouloir s'instituer en habitude. Le mariage est devenu presque un jeu où celui qui gagne n'est même pas assuré de conserver ses positions.

Nous pensons que la promotion des communes mixtes en municipalités rétablira la situation en stabilisant le mariage par les registres d'état civil.

Section II — LA PROPRIÉTÉ

Quand les auteurs parlent de la propriété en Afrique Noire, ils insistent surtout sur la propriété collective et l'esprit communautaire des tribus. Cet esprit communautaire était le fondement de toute société africaine, mais il n'excluait pas l'idée d'une propriété individuelle. Chez les Mossi, les termes « om dinda » ma chose, le mien, « om solom » ma possession, ma propriété, mon domaine, sont sans équivoque et expriment bien la volonté de posséder pour soi et non pour autrui. Les besoins étaient très limités, aussi la propriété individuelle était insignifiante et ne dépassait pas le cadre des effets strictement personnels, tels les habits, les armements et accessoirement un petit pécule. Il n'y avait que le père de famille qui pouvait disposer d'un vrai patrimoine qui est l'accumulation de tous les biens laissés par les chefs de famille prédécédés et recueillis par un seul sans partage avec les autres membres de la famille. Avec ce patrimoine, le nouveau chef de famille se devait de subvenir aux besoins de tout le monde et c'est ce qui a fait qu'on insiste davantage sur l'idée de communauté et qu'on néglige la propriété individuelle. Cette propriété individuelle n'avait pas à acquérir une grande consistance, la famille était là pour se charger de tous.

Pour ce qui est de la propriété foncière, il y avait en pays Mossi un système de superposition. La terre appartenait aux premiers occupants. Les Mossi ne sont pas des autochtones. Les autochtones étaient les Ninissi, les Dogons et d'autres qui ont été chassés ou totalement assimilés par les Mossi d'une façon pacifique. La terre est demeurée la propriété des autochtones restés parmi les Mossi. Ils ont la nue-propriété et les Mossi l'usufruit. Les Mossi disposent effectivement de la terre comme ils l'entendent, mais ils consultent toujours les chefs de terre, car c'est ainsi qu'on les appelle. Ce sont ces chefs de terre qui faisaient et font encore les sacrifices à la terre pour les mauvais génies et rendre les lieux propices à la culture ou à l'établissement d'une maison. En pays Mossi

la terre ne se vendait pas, la location de maison était chose inconnue, l'hospitalité était un devoir social. Le contact avec les Français et la venue dans les pays d'autres ethnies ont transformé l'état d'esprit.

Les besoins se sont accrus pendant que la vie devenait moins facile. Les jeunes qui vont travailler au dehors voient leur pécule augmenter à leur seul profit. L'individualisme s'affirme de plus en plus. Maintenant quiconque possédant un lopin de terre s'en croit le vrai propriétaire et il le défend même contre son chef coutumier, quand ce dernier n'est pas des plus puissants. Alors que c'était au chef à distribuer les terres pour les cultures et la construction, nous le voyons aujourd'hui impuissant à déloger un individu pour sa propre installation. Chacun s'accroche à sa terre.

Dans les villes, c'est l'administration française qui accorde les lots pour les constructions. Il est heureux que cela soit gratuit, mais c'est un régime qui ne pourra pas durer car le système européen, ici, encore, finira par s'imposer. Dans les villes, les habitants ont compris les bénéfices de la location et de la vente d'immeubles. L'hospitalité n'a pas tellement disparu, mais elle est bien moins chaleureuse et désintéressée.

La propriété, qu'elle soit foncière ou mobilière, rejoint la notion occidentale dans toutes ses manifestations.

Section III : LA LANGUE FRANÇAISE DEVIENT LANGUE OFFICIELLE

EXTENSION DE L'INSTRUCTION

Les Français sont arrivés au Mossi en 1896, et en 1897 le pays était sous leur contrôle. Dès cette date ils installèrent une école. L'administration était entre les mains des militaires et l'école aussi. A Ouagadougou, il n'y eut au début que sept élèves et parmi eux aucun fils de chef coutumier. En 1905 l'enseignement passe aux mains des civils et en 1908 on organisa l'école des fils de chefs. C'est très tard que les fils de chefs fréquenteront l'école des Français. Les chefs envoyaient à la place de leurs fils les enfants de leurs sujets. C'était encore l'époque de la méfiance vis-à-vis du blanc. Personne ne voulait envoyer son enfant à l'école des « nassarba ». Les enfants se sauvaient et se cachaient dans la brousse souvent avec la complicité des parents. On les ramenait de force.

Cet enseignement avait pour but de former immédiatement des auxiliaires pour l'administration. Ce régime a duré jusqu'en 1946 où l'enseignement a été orienté franchement vers le type métropolitain. Les écoles se sont alors multipliées

et diversifiées. Il y a maintenant des écoles primaires, quelques écoles techniques, deux ou trois collèges modernes et classiques. Dans la seule ville de Ouagadougou, il y a actuellement neuf écoles comptant au total 1.665 élèves, tant garçons que filles. Maintenant tout le monde voudrait envoyer son enfant à l'école française, parce qu'enfin on en reconnaît l'utilité. Les filles qu'on n'envoyait pas à l'école, sous prétexte qu'elle y acquéraient de mauvaises habitudes, y sont envoyées tout comme les garçons. Avant on bénissait tous les dieux quand son enfant était renvoyé de l'école pour insuffisance. Aujourd'hui on est vraiment désolé quand on vous annonce qu'il n'y a plus de place pour accepter votre fils. Le désir d'instruire les enfants est si grand que, même ceux qui ne pratiquent pas la religion chrétienne, envoient souvent leurs enfants dans les écoles tenues par les missions catholiques et protestantes. Grâce à un effort de l'administration, de nouvelles écoles ont été ouvertes dans les nouvelles subdivisions de brousse. Cette extension de l'instruction n'est entravée que par le manque de crédits et de personnels enseignants.

Le nouveau système des écoles pilotes qui s'adressent à tous les âges semble intéresser certains habitants de la brousse, mais nous ne pouvons pas encore juger de l'efficacité de ces écoles pilotes dont le séjour dans les villages est parfois trop bref.

Le bilan, c'est que la langue française est déjà beaucoup parlée en pays Mossi, et qu'elle tend même à remplacer le « moré » dans les réunions entre gens lettrés. Les correspondances entre mossi se rédigent en français, quoique les missionnaires aient mis au point un alphabet à caractère latin pour écrire le moré. Il n'est pas jusqu'au tirailleur qui ne soit un véhicule de la culture française, malgré son français « petit nègre ». Et que dire du « boy » (1) qui est davantage en contact avec le blanc ?

Nous ne pouvons pas dire que la vie intellectuelle soit intense en pays Mossi. C'est une chose qui est sur le point de venir. Dans les grands centres les gens lettrés ont déjà eu l'idée de constituer des centres culturels, chargés de faire partager à un plus grand nombre l'instruction et de se pencher sur la culture du peuple mossi. En cela ils auront un collaborateur très précieux en l'I.F.A.N. (Institut Français d'Afrique Noire) auquel ils pourraient eux-aussi rendre de grands services.

(1) Boy, terme anglais usité en Afrique pour désigner tous ceux qui servent comme domestiques, cuisiniers ou autres.

CHAPITRE III

CONSEQUENCES RELIGIEUSES

Section I — REGRESSION DU FÉTICHISME (animisme)

Le fétichisme était la religion en pays Mossi. Le fétichisme est un stade évolutif de l'animisme pur. En pays Mossi ce fétichisme avait des expressions diverses d'une région à l'autre, et les rites n'étaient jamais les mêmes. Le point commun était le fait qu'il n'y avait pas de prière que les fidèles dussent réciter, mais que seuls les sacrificateurs connaissaient des formules incantatoires à l'adresse des esprits.

Les Mossi ne priaient pas Dieu en soi et pourtant ils avaient la notion d'un Dieu unique et puissant, qu'ils appelaient « Wen nam ». Ce Dieu semble souvent se confondre avec le soleil et dans les incantations sacrificatoires on croit pouvoir distinguer un Dieu mâle et un Dieu femelle. Ce Dieu, qu'il soit mâle ou femelle, était l'intermédiaire entre les vivants et leurs ancêtres morts, les sacrifices et incantations étant faits à leur intention pour qu'ils reposent en paix et pour qu'ils protègent leur postérité et fassent tomber la pluie. C'est Dieu qui devait agréer les sacrifices pour les mânes des ancêtres. Tous les sacrifices se faisaient en des lieux déterminés sur des pierres sacrées. C'étaient les « Tin Kouga », les pierres fétiches. Ce culte des ancêtres à longtemps résisté aux influences extérieures, et c'est pour cela qu'on avait dit du pays Mossi qu'il était un bastion contre l'Islamisme. Les fétiches des Mossi inspiraient une grande terreur à leurs voisins. Le fétichisme n'est pas mort. Il est l'infrastructure de la société Mossi et sa totale disparition enlèverait au peuple Mossi ce qui lui reste d'original et d'impénétrable. Pourtant il agonise, tout comme les autres institutions. Les Mossi sacrifient de moins en moins. Les bois sacrés qu'on ne pouvait traverser, ni même approcher, sont aujourd'hui profanés et pour une pure question de psychologie (pour faire comprendre aux indigènes que ces lieux ne différaient en rien des autres) ils sont les lieux de prédilection pour l'installation des missionnaires.

Tout chef de famille pouvait sacrifier dans le cadre de la famille. Le « Tinsoba », le chef de terre, était le prêtre régulier, craint et respecté. Seul il pouvait ordonner de grands

sacrifices. Il existait aussi des sectes, d'inspiration vraiment religieuse qui possédaient des masques, avaient leurs danses et un langage secret. Elles ne portaient pas leurs masques dans n'importe quelle occasion et leurs danses ne s'exécutaient qu'en des circonstances bien déterminées : funérailles ou certaines fêtes religieuses. Avec les fêtes du 11 novembre et du 14 juillet on a vu dans les villes les danseurs de masques. Tout cela a contribué à altérer cette religion des ancêtres qui se pratiquait de préférence dans le mystère. Beaucoup de jeunes se sont détournés de ces pratiques qu'ils pensent humiliantes. Il faut aller dans la brousse la plus reculée pour se rendre compte des changements survenus dans la ville, où l'on rencontre un certain nombre de gens qui n'ont opté, ni pour le christianisme, ni pour l'islamisme et qui, d'autre part, ont abandonné le fétichisme. Ce culte qui a fait la force des royaumes mossi, avait ses valeurs. Il était aussi le siège de toute la science et le support de l'autorité. Le fétichisme n'est déjà plus qu'un culte destiné à grossir le musée des anciennes religions.

Section II — L'ISLAMISME PREND RACINE EN PAYS MOSSI

La religion musulmane doit pour beaucoup à l'installation française d'avoir pu se répandre en pays Mossi.

L'islamisation de l'Afrique Occidentale par les guerres d'El Hadj Omar, de Samori et de Mamadou Lamine n'a pas touché le pays Mossi qui était réputé être un bastion inexpugnable pour l'Islam. Cette réputation était exacte jusqu'à un certain point. Il y avait quelques rares musulmans en pays Mossi, et ils ne pouvaient loger chez l'indigène qu'avec intervention du chef. Il semble qu'un seul Naba de Ouagadougou, le Naba Koutou, s'était converti. Avec Naba Koutou les marabouts sont arrivés à faire baptiser tous ses descendants et jusqu'à aujourd'hui ils portent des prénoms arabes. Cela ne les empêchait pas, d'ailleurs, de rester des féticheurs convaincus. Les marabouts eurent pourtant une place dans la société mossi. Si l'Islam n'avait pas réussi en pays mossi c'est qu'il était agressif et s'installait par la guerre. Les Mossi étaient des guerriers et d'autre part se méfiaient de ce qui était étranger. Voilà les raisons de l'insuccès de l'Islam.

Et, cependant, le grand Iman de Ouagadougou était un haut personnage de la Cour. C'est que la politique mossi a toujours consisté à tout institutionnaliser et à tout intégrer dans ses hiérarchies. C'est ainsi que les Yarsé et les Peulhs sont intégrés dans les hiérarchies mossi. Mais ces musulmans qui avaient acquis droit de cité n'étaient pas pour au-

tant des bienvenus dans le peuple qui conservait jalousement sa foi aux ancêtres, et se méfiait de toute nouveauté.

Avec les Français, un grand brassage de peuples va commencer, les idées et les manières vont être véhiculées d'un bout à l'autre du pays. L'Islam n'est plus agressif et les Mossi sont plus ouverts. La méfiance d'antan a fait place à une réceptivité pour tout. Les musulmans se sont infiltrés, ont créé des écoles coraniques. Il en existe de bien renommées avec des maîtres d'une grande autorité. Les adeptes de cette religion accroissent leur nombre avec le temps. Cela se comprend aussi par le fait que l'adoption d'une religion est souvent nécessaire à ceux qui voyagent. La vie devient tellement difficile dans les villes qu'il se produit une déformation très grave pour les jeunes enfants qui fréquentent les écoles coraniques ; la plupart ne poussent plus leurs études et se contentent d'apprendre quelques cantiques pour aller à travers la ville et faire les « talibés » ou « garibes ». C'est une sorte de mendicité regrettable et une déviation d'une pratique qui, à l'origine, était un principe d'éducation dans l'humilité. L'Islamisme ne semble pas regresser devant l'immense progrès du christianisme. Ce sont deux religions qui coexistent pacifiquement, car le peuple Mossi a cet avantage de pouvoir faire le départ entre religion et bonnes relations sociales.

Section III — LES NOUVELLES VOIES

LE CHRISTIANISME

CATHOLICISME — PROTESTANTISME

Les missionnaires sont les auxiliaires de la Colonisation. Même quand celle-ci n'a pour but qu'un intérêt purement économique les missionnaires seront toujours présents pour donner un sens humain, une âme, un idéal à cette entreprise. La mission peut devancer la colonisation ou venir avec elle. En pays Mossi elle est venue après. La pénétration française a eu lieu en 1896 et les Pères blancs ne sont venus qu'en 1901. Un demi-siècle plus tard ils auront accompli une grande œuvre.

Sur le plan de la foi ils ont converti une fraction très importante de la population. Les débuts ont pourtant été difficiles, les Mossi n'acceptant pas de bon cœur la monogamie que requérait cette nouvelle religion. Les missionnaires ont été favorisés dans leur tâche par le fait que le pays n'avait été touché dans son fond par aucune religion révélée. On sait que les pays islamisés sont très réfractaires. Les fidèles de la religion catholique sont devenus très nombreux, grâce

à une patiente évangélisation qui leur a acquis beaucoup de sympathie. Les catholiques mossi sont fervents et pieux, soumis à l'Eglise comme au Christ. Cette religion est mise à leur portée par une traduction des textes sacrés comme des cantiques. Ils en ont une haute idée et très rares sont les apostats. La monogamie a beaucoup contribué à relever la condition sociale de la femme qui, si elle n'est pas devenue l'égale de son mari, parce que l'évolution n'a pas encore atteint ce stade, est sa compagne fidèle. Cette monogamie rendra un énorme service au pays parce qu'elle est souvent plus féconde. La polygamie qui a maintenant perdu son caractère primitif n'est plus qu'un luxe pour les riches, luxe bien stérile d'ailleurs.

Sur le plan intellectuel, les Pères blancs ont créé beaucoup d'écoles. Ces écoles secondent à merveille les écoles publiques. Il existe même des séminaires d'où sortent des abbés natifs du pays. Les missionnaires ont créé aussi des dispensaires. Leur dispensaire de Ouagadougou est très important et a rendu d'immenses services, lors des épidémies de fièvre cérébro-spinale. Au point de vue de l'hygiène et des œuvres sociales les préposés des missions n'hésitent pas à faire le tour des cases pour prodiguer soins et conseils. C'est tout autant de gagné dans le sens de l'évolution.

Quant aux protestants américains, ils sont arrivés plus tard en pays Mossi. Leur dévouement n'a rien à envier à celui des missions catholiques, mais le nombre de leurs fidèles reste infime comparé aux autres voies.

Toutes ces religions venues du dehors sont actuellement bien accueillies. Elles ont aussi contribué à individualiser la famille mossi. Elles ont surtout fait regresser les superstitions, ce qui est une très bonne chose. Les mauvais génies, les diables et les sorciers commencent à ne plus tourmenter les esprits. Une maladie est une maladie et le rôle des maléfices dans l'apparition de la maladie n'est plus cru que par ceux qui restent attachés à leurs fétiches.

Une chose qui resterait à accomplir, c'est de vraiment adapter ces religions à l'esprit du pays. Un pas semble être déjà fait. Des tentatives ont été faites aux environs de Ouagadougou pour allier le tam-tam et son rythme au culte catholique. Les protestants le font déjà. C'est merveilleux comme idée, parce que si l'indigène se retrouvait totalement au cours de ces cérémonies, il n'aurait plus le regret d'avoir abandonné la religion des ancêtres qui, le plus souvent, n'était que rythme.

LIVRE III

LE BILAN ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

CHAPITRE I

ECONOMIE

Section I — PREMIER TEMPS : ROUTES

Dès leur arrivée, les Français ont commencé par percer des routes. C'était le travail le plus urgent et aussi le plus pénible pour la main-d'œuvre, car en ces temps-là les moyens étaient rudimentaires. Ces routes devaient traverser le pays en passant par les principaux centres et communiquer avec les autres territoires. Ces routes ont été plus ou moins rectifiées par la suite. Elles étaient très bien entretenues, mais les ponts qui n'avaient pas été construits en dur s'en allaient avec les eaux pendant les saisons des pluies. Actuellement ce problème des ponts est à peu près résolu, mais celui du réseau routier lui-même ne l'est pas.

Leur entretien s'avère difficile, avec l'abolition des corvées. Une solution serait à souhaiter, car le mauvais état des routes n'améliore pas celui des véhicules.

En même temps que les routes il fallait construire les grandes agglomérations dans un style nouveau. Ces grands centres mossi étaient bâtis de la manière la plus fantaisiste. Chacun construisait sa case où il voulait. Avec les Français il a fallu tout tracer à la corde : rues droites bordées d'arbres. Les premières maisons furent bâties avec des briques en terre battue. Après chaque saison de pluie elles devaient être récrépiées. Leur entretien était difficile. Ces premières maisons ont contribué au déboisement du pays par la qualité et la quantité de poutres exigées pour les toits. Les plus beaux arbres de la brousse furent abattus. Actuellement ces maisons n'existent plus. Elles sont remplacées par de beaux bâtiments en dur. Le ciment et le béton armé sont mainte-

nant en usage. Cela est facilité par l'arrivée en pays mossi du chemin de fer.

Cette nouvelle voie de communication est un très grand facteur pour l'avenir du pays. Elle est déjà un facteur économique de premier ordre. Son utilisation ne date que de janvier 1955, mais elle est d'ores et déjà le centre de tout le trafic. Un terrain d'aviation se trouve à Ouagadougou. La voie des airs est aussi activement exploitée. La route, le rail et l'avion ont bouleversé la physionomie de la brousse. La Haute-Volta a une situation de premier choix au point de vue des échanges commerciaux. Limitrophe de la Gold Coast et de la Côte-d'Ivoire elle reçoit de ces riches territoires tous les produits de la forêt. Le Soudan et le Niger sont en constante relation avec elle. La Haute-Volta est une des plaques tournantes de l'A.O.F. et nous pensons que son activité serait décuplée (par exemple) par l'édification d'un réseau routier et de chemin de fer de premier ordre.

Section II — PROGRES NOUVEAUX :

ESSAIS DE CULTURE DU COTON, ARACHIDE

DEMANDE DE NOIX DE KARITÉ

INSTALLATION DE CENTRES D'EXPÉRIMENTATION AGRICOLES

Le système du pacte colonial a beaucoup retardé l'intégration économique et la mise en valeur du pays mossi, comme celle de tous les autres territoires. Le pays n'étant pas de la catégorie qu'on appelle colonie de plantation, parce que ne produisant aucune des matières tant recherchées par le commerce et l'industrie des unités capitalistes, son exploitation n'a pas beaucoup préoccupé ces mêmes milieux. Si encore la Haute-Volta était une colonie de peuplement, la seule présence de colons possédant des capitaux aurait eu, économiquement, un effet bienfaisant. Mais ce territoire situé à mi-chemin entre l'Equateur et le tropique du Cancer n'offrait aux colonisateurs qu'un potentiel humain et peu d'espoir économique. Cependant les machines européennes avaient commencé à réclamer une diversité des matières premières. Le pays Mossi s'est trouvé capable d'en fournir certaines et c'est pourquoi on lui demanda successivement un effort de production, portant d'abord sur le coton. Vers les années 1925 il en fournit d'énormes quantités.

A partir des années 1930 et 1937, ce fut la campagne pour l'arachide où le rendement ne fut pas moins satisfaisant.

Plus tard enfin, on demanda les noix de Karité qui sont un produit de simple cueillette et dont l'arbre pousse en abondance dans toute la brousse soudanienne. Tout cela était fait selon les besoins du moment et les Mossi n'ont rien compris à cette fantaisie des blancs qu'ils disaient vouloir les faire souffrir pour le plaisir. Ils avaient tout lieu de penser ainsi, parce que la non-systématisation des demandes de matières premières mises à part, les Mossi se voyaient mal payer leurs produits qui leur demandaient des efforts pénibles, sous un climat difficile. Les prix étaient dérisoires et plus d'un s'en sont retournés chez eux avec des allumettes comme monnaie de leur travail. Cela était possible parce qu'on était sous le régime du travail forcé, et c'était une déformation de ce système qui avait permis d'exiger de la population la culture de telle ou telle matière dont l'intérêt économique était actuel. Les mauvaises langues ont dit que c'était les grandes compagnies commerciales qui donnaient ces directives à l'administration qui les transmettait aux chefs coutumiers avec ordre de faire exécuter. Quant à nous, nous n'avons constaté que les faits et les choses avaient été si malencontreusement menées, que maintenant avec la suppression du travail forcé, les indigènes ne se sentent plus tenus de cultiver ces produits qui ne leur rapportaient que des ennuis avec les chefs et les représentants du commerce. C'est vraiment regrettable pour l'économie du pays que les choses en soient à ce point. La Haute-Volta aurait pu mener la concurrence contre les plus gros producteurs de coton et d'arachide. Il serait souhaitable qu'on puisse faire comprendre aux natifs l'intérêt qu'ils ont à reprendre la culture de ces produits et il serait tout aussi bon que les commerçants y mettent le prix.

En marge de ces cultures, les Mossi produisent surtout le mil et le sorgho qui sont consommés sur place. Le mil est une céréale qui est à la base de l'alimentation du Moaga qui vit sous le régime de la monoalimentation, quoiqu'il puisse produire et consommer bien davantage. Quant au sorgho, qui est aussi une céréale, il sert dans la préparation du « dolo » : sorte de bière. Le riz et le maïs occupent moins de place. Maintenant le riz se vulgarise car il était un plat de riche. La culture maraîchère introduite par les Français commence à prendre de l'importance. Les légumes frais abondent dans les marchés, mais seul un petit nombre d'indigènes en font une consommation régulière. Ici encore le temps est seul maître du progrès. Les moyens de labour des Mossi n'ont pas évolué. La « daba », sorte de houe à manche recourbée, est l'instrument de travail. Le cultivateur courbé en deux, connaît les pires souffrances sous un soleil accablant. La terre n'est pas profondément remuée et les auteurs autorisés pré-

tendent que c'est la meilleure façon de conserver le sol arable très superficiel du plateau africain.

Du côté des pouvoirs publics, un effort avait été fait pour une expérimentation agricole. Saria est le centre principal de Haute-Volta. On y dresse des bœufs pour le labour à la charue et on cultive d'une façon rationnelle les plantes du pays qu'on veut expérimenter. L'exemple de ces centres avait été suivi au début par certains chefs, mais qui durent abandonner faute de main-d'œuvre qualifiée. Une reprise dans la voie du progrès technique serait utile aux chefs qui durent abandonner l'abondante main-d'œuvre gratuite qu'ils avaient dans leurs champs. Une mécanisation adaptée à la qualité du sol rendrait pourtant un gros service au cultivateur qui serait en mesure d'acquérir des machines.

Section III — AVENIR DE L'INDUSTRIALISATION

Nous pouvons envisager l'avenir de l'industrialisation en pays mosi vu que le système colonial français a été totalement révisé à partir de 1946. Du régime colonial pur le pays mosi a passé sans transition sous un régime d'intégration très poussée. D'après la nouvelle constitution de l'Union Française, les territoires de l'Union font partie intégrante de la République Française. Cela exclut le système du pacte colonial dans lequel la colonie était faite pour la métropole et ne pouvait en aucun cas lui faire concurrence pour l'installation d'industries sur son territoire. Actuellement toutes ces barrières sont brisées, sauf celles des capitaux.

Pour l'industrialisation d'un pays il faut nécessairement des capitaux, et quand il s'agit d'un pays exotique, ces capitaux seront toujours de provenance extérieure, parce que ces pays manquent de capitaux, n'ayant pas accumulé des stocks monétaires par l'épargne comme les vieux pays d'Europe. Le cas de la Haute-Volta s'aggrave par le fait qu'il est notoirement dit que ce territoire est pauvre. Cette renommée n'attire pas habituellement les capitaux qui exigent un répondant avant de se lancer dans l'inconnu des investissements. Si le secteur privé hésite encore à se lancer dans l'aventure, le secteur public lui, en accord avec le préambule de la Constitution, a déjà fait d'énormes avances de fonds pour la reconstruction et la mise en valeur de la Haute-Volta, dans le cadre du plan d'équipement dont le F.I.D.E.S. (Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social) est l'organisme. Nous fondons beaucoup d'espoir sur le F.I.D.E.S. qui est la réplique en pays d'Outre-Mer du plan Monnet en France. Les effets de sa collaboration se font déjà

sentir. Ouagadougou, de nos jours, prend l'allure d'une ville coquette qui n'est pas près d'arrêter son embellissement.

L'industrie proprement dite n'a pas encore vu le jour, la révolution étant tellement récente et les capitaux disponibles étant employés pour les besoins urgents. En attendant de prospecter à fond le sous-sol, des industries pourraient naître dans d'autres branches. Des distilleries d'huile, l'industrie du cuir, des industries textiles pourraient prospérer. C'est que le pays a beaucoup de possibilités et c'est pour cette raison que nous nous refusons à accrédi-ter les bruits qui proclament sa condition de deshérité. Il faudrait que l'indigène, attiré par un bon prix, se mette à produire les matières qui alimenteront ces industries. Pour cela une politique agricole est souhaitable et le creusement de grands barrages favoriserait la création de centrales hydroélectriques qui rendraient de grands services aux autres industries.

L'industrialisation est possible en pays mossi. Ce ne sont pas les matières premières qui manqueraient mais les fonds et une main-d'œuvre qualifiée. Nous attendons beaucoup aussi de la Marshallisation des mondes exotiques par le « quatrième point Truman ».

CHAPITRE II

LE COMMERCE

Section I — LES GRANDES MAISONS EUROPÉENNES

La vie commerciale n'a jamais été aussi active en pays Mossi que depuis l'arrivée des Français. Une grande spécialisation s'est faite dans ce domaine et des étrangers et des Mossi s'occupent uniquement de cette profession qu'on pourrait presque dire nouvelle en pays mossi. Le pays mossi n'a pratiquement pas connu le système du troc avec les comptoirs français. Après une courte période dans laquelle la monnaie locale, le « cori » (1) a joué son rôle d'intermédiaire, les échanges se sont faits avec une nouvelle monnaie, le franc, actuellement fort appréciée parce qu'elle n'est pas encombrante.

Le gros commerce a vu le jour en pays mossi. Quelques grandes compagnies commerciales tiennent le monopole du marché en A.O.F. Ces grandes maisons possèdent des succursales dans tous les territoires de la fédération. Ce sont des magasins en principe non spécialisés. Ils vendent de tout. Leur puissance économique mise à part ils sont impitoyables pour le petit commerce, pour la raison qu'ils vendent au détail les produits les plus hétéroclites. C'est eux qui inondent le marché africain de tous les produits européens, depuis les nécessaires de toilette jusqu'aux boissons alcoolisées. Les frigidaires, dernier cri du confort tropical, parviennent aussi en Afrique, grâce à leurs soins. Ce sont ces mêmes maisons qui se chargent d'acheter sur place les produits locaux et, elles sont tellement puissantes que leurs prix ne sont pas discutés. Ce sont ces compagnies qui alimentent tout le commerce en fournissant les intermédiaires libano-syriens et les commerçants indigènes.

Section II — LES LIBANO-SYRIENS

Pour l'exploitation commerciale de l'A.O.F. on avait fait appel aux libano-syriens. Ils sont actuellement en A.O.F., ce

(1) Cori : coquillage de la famille cyproea qui servait de monnaie dans certaines régions africaines.

que sont les Chinois en Extrême-Orient ou les Grecs en Egypte. Ils sont les heureux intermédiaires du commerce africain, grâce à leur étonnante facilité d'adaptation. Ils s'intercalent entre les grandes compagnies et les commerçants indigènes auxquels ils livrent une concurrence acharnée. Ils réussissent toujours, et quelques uns d'entre eux ont si bien réussi qu'ils deviennent les concurrents des grandes compagnies desquelles ils se passent pour traiter directement avec la Métropole. Et c'est alors qu'ils entreprennent de faire de l'import-export sur une large échelle et qu'ils n'acceptent plus d'intermédiaires entre eux et le consommateur.

On retrouve les libano-syriens sur tous les territoires de la fédération. Leur commerce porte sur tout et spécialement sur les tissus. Leurs boutiques regorgent de marchandises. Ils participent pour beaucoup à la vie du commerce du pays, mais ils n'embauchent des auxiliaires que quand vraiment leurs affaires ont pris une bonne extension. Autrement, ils vendent eux-mêmes et seuls les chauffeurs de camions leur sont indispensables. C'est eux qui emploient le plus grand nombre de chauffeurs pour le transport des noix de kola où ils livrent une lutte serrée aux indigènes.

Le dialecte du pays ne leur est jamais inconnu et ce fait leur sert énormément. En pays Mossi ils se trouvent chez eux, tout comme à Dakar ou à Bamako. Leur souplesse leur vaut un réel succès dans le commerce africain.

Section III — LES INDIGÈNES

Les Mossi n'étaient pas du tout un peuple de commerçants. Le lieutenant Mar le note dans « le pays Mossi » : « les commerçants en pays mossi étaient les Yarsé, les Haoussa, quelques Maures. Ce n'est que depuis très peu de temps que les Mossi se mettent à suivre les caravanes ». Les Mossi étaient sédentaires, agriculteurs, et rien que ça et tout habitant avait un champ. Chaque famille pratiquait une sorte d'autarcie et subvenait à tous ses besoins par la culture, l'artisanat domestique, l'élevage de quelques têtes de bétail. Le Moaga allait au marché, plutôt pour parader et boire du dolo que pour commercer réellement et en tirer profit. Les Yarsé, eux, une branche de Mandingues depuis longtemps venus au Mossi et assimilés par eux, étaient les seuls ambulants en pays mossi et leurs caravanes portaient le sel de Tombouctou sur les marchés mossi. Les Haoussa, originaires de la Nigéria et d'ailleurs, grands voyageurs et colporteurs de denrées hétéroclites, commerçaient avec les Mossi. Les Mossi, quant à eux, ne s'adonnaient pas à une profession, aussi fatigante que hasardeuse. Avant la pénétration fran-

çaise les voyages étaient pénibles et dangereux. Les commerçants étaient une manière d'aventuriers, car quiconque se hasardait à entreprendre un voyage devait s'armer de courage pour affronter la brousse et ses rencontres désagréables.

C'est avec l'installation des Français que nous voyons se développer l'esprit mercantile chez les Mossi. Les déplacements ont été facilités, les Mossi ont connu des besoins nouveaux que seul le commerce pouvait satisfaire. Au début quelques-uns seulement firent du commerce, sinon par goût du moins parce qu'ils en avaient compris le côté lucratif. Actuellement, on trouve en pays mossi toute une gamme de commerçants. Il y a ceux qui ne font pas du commerce une profession mais qui, pour pouvoir disposer d'un pécule, vendent une fois en passant une partie de leurs récoltes ou tout autre produit. Cette catégorie englobe tous les Mossi en général. Il y a ensuite les revendeurs de tous ces produits du pays et ceux qu'on appelle les « tabliers », étalagistes qui tiennent des bazars de modèle réduit. Il y a enfin les vrais commerçants qui sont plus puissants et peu nombreux. Tous sont plus ou moins patentés. La physionomie du commerce est réellement originale. Tout le monde est éventuellement vendeur et l'impôt n'est pas étranger à cet état de choses. Le clash a bouleversé la vie quotidienne. Les Mossi vivaient sans avoir besoin d'argent liquide. Maintenant l'impôt oblige et c'est pourquoi d'un pays agricole on a fait un peuple pseudo-commerçant qui a entr'aperçu l'importance de l'argent.

Pour ce qui est des femmes c'est une révolution. Certaines d'entre elles qui ne pouvaient sortir librement, sont assidues aux marchés et ont aussi leur petit commerce. La spécialité des femmes réside dans la vente des aliments cuits, qu'elles détaillent en plein air, envers et contre la poussière et les nuées de mouches. Les vendeuses de dolo tiennent des cabarets dont l'hygiène est très douteuse. Le nombre de ces cabarets est surprenant. Le souffle du commerce a passé sur tout le pays et c'est à qui fera le plus de profit. Le marchandage commence à disparaître des marchés mossi. C'était pourtant pittoresque de voir ces débats interminables, auréolés de bons mots, qui s'élevaient chaque fois entre vendeur et acheteur. Le prix fixe, la vente au poids, les mensurations de toutes sortes, ont bouleversé toutes les anciennes notions.

Ce qui frappe surtout c'est de voir ce changement qui est si profond, que beaucoup de Mossi ont déjà abandonné la terre. Le métier de cultivateur ne rapporte pas et seuls, pense-t-on, les incultes broussards peuvent se tuer à labourer la terre. C'est une nouvelle façon de voir les choses, ou plus exactement, une manière de gagner plus avec peu d'effort qui s'empare des esprits.

Section IV — LA COMMERCIALISATION DE L'ART

L'art, chez les Mossi, avait une signification religieuse, mystique. Il était comme un besoin d'extérioriser et de concrétiser des êtres imaginaires pour les mettre à la portée de l'homme. Les animaux totems ou tabous étaient les modèles courants qui symbolisaient tout l'art mossi dans sa naïve spontanéité. Les Mossi sculptaient sur le bois. Ils faisaient aussi des bas-reliefs sur les cases ; c'étaient des motifs bizarres représentant le plus souvent des femmes ou des lézards. De nos jours, les bas-reliefs ont disparu. A côté de cet art, il existe une chose curieuse en pays mossi autour de laquelle plane un profond mystère : c'est un art funéraire des Nabas. C'est ainsi que les Mossi possèdent une sorte de Musée Grévin dans un village, non loin de Ouagadougou, à Lombila. Là, dans une case fétiche, sont renfermées les statuettes commémoratives de chaque règne de roi de Ouagadougou. Il semble que cela remonte à une époque très reculée. Chaque Naba est représenté avec sa cour et ses objets favoris. Le bijoutier qui était chargé de ce travail posthume ne devait plus revoir Ouagadougou et une compensation substantielle lui était accordée. Il est pratiquement impossible de violer le secret de cette case-musée, mais il paraît qu'une fois l'an, le contenu de la case est exposé en plein air, d'après des rites connus des seuls initiés. Il est regrettable qu'on ne puisse pas pénétrer certains mystères du pays mossi, peut-être aurait-on pu en tirer des renseignements fort utiles, ne serait-ce que sur l'art des premiers temps.

L'art des Mossi se complaisait surtout dans la représentation d'animaux. On représentait rarement l'homme car le pouvoir d'envoûtement se réalisait à travers une simple statuette. Les masques résumaient tout l'art. Les masques étaient sacrés ; on ne les sortait pas à tout propos et n'importe qui ne pouvait les toucher. Ils étaient un centre de culte païen, purement fétichiste d'où était exclue l'idée du culte des ancêtres.

Aujourd'hui seul subsiste le secret entourant les divers cultes eux-mêmes. Les masques ont été plus ou moins profanés ; les autorités administratives ont exigé des danses pour rehausser l'éclat des fêtes du 14 juillet et du 11 novembre et comme les danses mossi sont toutes à base culturelle, les masques sont sortis pour des occasions qui n'étaient pas les leurs. Un autre fait est venu s'ajouter et celui-là a plutôt aidé à désacraliser les masques. Les blancs ont beaucoup admiré les masques et ont désiré en posséder pour pouvoir ramener des trophées dans leur pays. Les Mossi ont compris l'intérêt qu'il y avait à dissocier l'art de la religion. Cela est un bien

à un certain point de vue. C'est une preuve d'une incontestable faculté d'adaptation.

Mais alors, l'art est entré dans le commerce et n'y a pas gagné. Des artistes d'occasion, ou pressés par les besoins matériels ont livré ce qu'ils ont pu au commerce. D'autres qui ont été touchés par la présence française ont produit des œuvres véritablement belles et finies, mais qui trahissent l'art purement nègre qui prenait toute sa valeur et sa beauté dans une grossière et gauche exécution. L'art nègre était plutôt une ébauche, un non-fini qu'un objet fini. En fignolant, nous avons tué l'art pur et c'est comme si on donnait raison à cet adage mossi : « le petit du singe a finalement eu un front bombé du fait des soins répétés de sa mère ».

CHAPITRE III

DEMOGRAPHIE

Section I — LA POPULATION A-T-ELLE AUGMENTÉ ?

Il serait difficile de donner un chiffre approximatif de la population mossi avant l'arrivée des Français. Une chose certaine c'est qu'elle était très importante et relativement dense. Les épidémies étaient rares et seules quelques guerres et famines venaient décimer les habitants. Le seul vrai fléau était la morti-natalité et la mortalité infantile. Le recensement n'était pas pratiqué dans le pays, les Mossi ayant horreur du dénombrement, superstition qui découle de la magie du nombre et qu'on n'explique jamais. Il porte malheur de compter son troupeau et encore plus les hommes. C'est une des raisons pour lesquelles les recensements effectués par l'administration française ont été très difficiles et incomplets. D'autre part, quand l'indigène a compris que le recensement était à la base des impositions fiscales et du recrutement militaire, les déclarations sont devenues plus incomplètes. Au moment des recensements les jeunes gagnaient la brousse, ou se rendaient dans un village voisin, ou alors passaient en Gold Coast. On avait commencé par dire qu'il y avait environ trois millions de Mossi. De nos jours on donne le chiffre approximatif de 1.700.000. Mais ce chiffre ne concerne que la population restée au pays. Il ne tient pas compte de tous les émigrés mossi.

Tous les territoires limitrophes de la Haute-Volta renferment des colonies importantes de Mossi installées à demeure. La Gold Coast, à ce point de vue, a une forte proportion de Mossi. Le Soudan, pour la mise en valeur de l'office du Niger, a eu aussi besoin des Mossi. Les plantations de la Côte-d'Ivoire recrutent une bonne partie de leur main-d'œuvre parmi les Mossi. Quant à dire que la population totale réelle a augmenté ou diminué, ce serait chose un peu hasardeuse. Un fait est certain : grâce au service de santé, la morti-natalité et la mortalité infantile ont sensiblement regressé. Par contre avec les contacts des peuples, de nouvelles maladies ont apparu en pays mossi. Chaque année, depuis la dernière guerre mondiale, une épidémie de fièvre cérébro-spinale éclate dans tout le centre de l'A.O.F., emportant des centaines

d'individus. Nous pensons que le nombre des Mossi, s'il a augmenté, n'est tout de même pas en nette progression (l'élément jeune du pays étant toujours en camp volant. Témoin cette chanson des femmes de Ouagadougou : « A Bijan kuilgan ka ré kom paghb na welle Môgho ». (Tant que le canal d'Abidjan n'aura pas d'eau, il y aura trop de femmes dans le monde mossi).

Section II —PROGRÈS DU POINT DE VUE SANITAIRE : L'HYGIÈNE

Les Mossi avaient une médecine qui, sans être scientifique, était souvent efficace. Leur thérapeutique était essentiellement basée sur l'utilisation des plantes. Il y avait deux catégories de guérisseurs : les devins et les féticheurs. Les premiers font le diagnostic, découvrent l'origine du mal, disent quels esprits ont été offensés ou quels démons habitent le corps de leurs patients. Ils prescrivent inévitablement un sacrifice expiatoire. Certains d'entre eux n'étaient que de vulgaires charlatants. La seconde catégorie de guérisseurs, les féticheurs étaient ceux qui savaient guérir. Ils connaissaient la vertu de chaque plante et savaient le remède pour chaque maladie. Eux aussi, pour entourer leur connaissance du mystère qui en fait l'importance, ordonnaient invariablement un sacrifice pour le repos des esprits. Notre monde est un monde plein d'êtres invisibles et puissants. C'est eux qui dispensent la santé, comme ils frappent de la mort. De leur seule bienveillance dépend la tranquillité des humains. Sacrifier était donc au Mossi un acte habituel, un geste d'humilité et de supplication face à un cosmos qui écrase.

Il n'y avait pas que les guérisseurs en pays mossi. Il y avait aussi les sorciers ou « mangeurs d'âmes ». Autant les guérisseurs, grâce à leur pouvoir sur le mal, étaient presque l'objet d'une respectueuse vénération, autant les mangeurs d'âmes étaient haïs et craints à la fois. Ils étaient de la classe de ceux qui savent, mais leur savoir était dirigé vers le mal. Les poisons n'avaient aucun secret pour eux et ils avaient la faculté de la double-vue. Cela veut dire qu'ils pouvaient voir le double de l'homme, car tout homme, selon les Mossi a un double. Ce double a nom « Sigha » et sigha veut aussi dire image et âme. Il est le siège de la vie, mais c'est aussi un vagabond. Quand le corps est en repos, il le quitte et retourne dans tous les lieux fréquentés par l'individu. Or les mangeurs d'âmes sont toujours aux aguets. Ils s'emparent de l'âme, et comme elle est immatérielle, il la matérialisent en la transformant en poule, lézard ou tout autre petit animal facile

à cacher. Les mangeurs d'âmes fréquentaient de préférence les endroits où il y avait des foules, les marchés. C'est pourquoi en pays mossi le chef de marché n'était jamais un simple individu. Il était à la fois chef de marché et « anti-sorciers », car il avait la garde et la protection des foules. Il dépistait les sorciers et les expulsait du marché.

Telle est la renommée des sorciers et guérisseurs qui, capables des pires maléfices, pouvaient aussi éloigner la foudre comme rendre féconde une femme stérile. Quant aux matrones, elles s'acquittaient fort bien de leur tâche, sauf que la notion d'hygiène leur échappait totalement. L'accouchement se faisait au lieu même où la patiente s'est trouvée en travail, c'est-à-dire souvent à domicile, parfois même chez des voisins.

Avec la venue des Français beaucoup de choses ont changé. D'abord les missionnaires se sont attaqués au problème de la sorcellerie et ont tenté de faire comprendre à leurs fidèles qu'elle n'existait pas et que les histoires de mauvais génies et de revenants étaient simplement du domaine des fables et des contes. Nous croyons qu'ils ont beaucoup contribué à la régression des superstitions et que l'extension de l'instruction n'y est pas non plus étrangère. Il reste cependant un fond, expression pure de la véritable âme des nègres, facilement tournée vers le mysticisme, fond qu'il serait malaisé d'extirper par la seule instruction, si le temps n'apporte son pouvoir d'oubli.

Dès l'abord, la médecine française n'a pas été acceptée, les indigènes préférant s'accrocher à leurs méthodes ancestrales. Ils ne sont venus à l'hôpital que peu à peu. Devant la réussite de la médecine française, et grâce à l'évolution générale, les hôpitaux et dispensaires sont envahis par une foule de malades, dont le nombre ne cesse de croître. Une amélioration se fait dans les hôpitaux dont la modernisation n'est plus une question de temps mais de finances ; de vrais lits remplaceront alors la natte ou le sommier en planches.

Le service de santé en Haute-Volta a rendu d'incalculables services. Efficacement secondé par les organismes médicaux des Pères Blancs, dont le Docteur Goarnisson est l'âme, il a enrayer la maladie du sommeil, endémie qui commençait à prendre de grandes proportions. Chaque année, au début de la saison chaude, il a à faire face à l'épidémie de fièvre cérébro-spinale. Le service d'hygiène assume la délicate tâche de pénétrer dans tous les foyers pour s'assurer si l'eau ne contient pas de larves.

Pour ce qui est de la médecine, c'est un succès total. Très peu de Mossi continuent à se soigner selon la thérapeutique locale : il faut être très éloigné des centres ou vraiment

être dans l'impossibilité de s'y rendre. Quoiqu'il en soit, ils utilisent les produits pharmaceutiques que les commerçants indigènes détaillent sur tous les marchés, faisant office de pharmaciens.

Il est très rassurant de voir que les visites deviennent plus nombreuses dans les hôpitaux. Dans la seule ville de Ouagadougou, nous pouvons suivre la progression suivante :

1945	384.064
1946	363.738
1949	644.000
1953	1.116.500

Les accouchements à la maternité ont suivi la même ascension :

1949	8.809
1953	11.113

Quand l'état civil sera obligatoire, les maternités seront plus fréquentées et les femmes auront plus de soins dans une ambiance d'hygiène.

Section III — LES MIGRATIONS CAUSES ET EFFETS

Le vide est le problème le plus grave en Afrique Occidentale française. De ce groupe de territoires, la Haute-Volta a toujours passé pour la région relativement la plus dense. Cela a été vrai un temps, et peut-être jusqu'à présent, mais il n'est pas sûr que cette vérité persiste bien longtemps. Les habitudes ont beaucoup changé. Avant les Français, on ne sortait presque pas du pays mossi. Le manque de routes et le voisinage des fauves retenaient les habitants, d'ailleurs sédentaires et agriculteurs. La colonisation, en facilitant les communications, a aussi donné le goût de l'errance.

L'exode en pays mossi commence à prendre des proportions importantes. Au début, c'est par la force qu'on a déraciné le Moaga de son terroir. Très tôt on a vu, sur tous les grands chantiers de la Fédération, des ressortissants de la Haute-Volta. Ils ont aidé à la construction de presque toutes les lignes de chemin de fer, à la réalisation de l'Office du Niger, au percement du canal d'Abidjan. C'est grâce à leur concours que la Côte d'Ivoire a pu mettre en valeur ses riches plantations. Mais, depuis, le régime du travail forcé a été abrogé par la loi du 11 avril 1946. Les Mossi continuent pourtant à partir d'eux-mêmes et leur nombre s'accroît chaque année. Il y en a qui, comme leurs ancêtres, n'ont encore rien changé à leurs moyens de locomotion. Ils vont

à pied ou à dos d'âne, et pour de très grandes distances. D'autres, plus avisés ou plus aisés, ont des bicyclettes et ils deviennent de plus en plus nombreux. Les multiples camions de la Gold Coast retournent pleins de bétail et d'hommes, hélas ! Le reste emprunte le chemin de fer et même l'avion en emporte vers la Côte d'Ivoire. C'est un grand mouvement de peuples, un déplacement en masse et d'une façon continue. C'est la partie jeune de la population qui s'expatrie et il n'est pas rare de voir des enfants parmi les partants. Devant une migration aussi importante, une migration dont d'ailleurs on ne pourrait donner un chiffre exact, l'observateur reste étonné. Pourquoi tant de jeunes quittent-ils leur pays ?

Pour bien comprendre la réponse à cette question, il faut faire un retour dans le passé. Avant la pénétration française, la population, comme nous l'avons déjà dit, était essentiellement une population d'agriculteurs. Pendant la saison des pluies, les travaux des champs occupaient tout le monde. Pendant la période sèche, il n'y avait presque plus de travaux importants, si ce n'était la réfection des cases abîmées par la violence des tornades et, quand on n'accompagnait pas son chef en guerre, on n'avait pratiquement rien à faire. Le blanc est venu et avec lui l'impôt. Les Mossi connaissaient l'impôt, mais il consistait en prélèvements en nature, parce que certains grands chefs n'avaient pas de champs et ces prélèvements devaient nourrir leurs entourages. Maintenant, il faut payer l'impôt en espèces et pour qui a cultivé tout juste pour sa subsistance, il n'y a pas assez pour le marché. Où donc trouver l'impôt dans un pays où l'argent est rare, et où l'industrialisation est encore embryonnaire ? C'est à la poursuite de cet impôt que les jeunes Mossi vont vers la Gold Coast et la Côte d'Ivoire, deux voisins très riches et ayant des cultures industrielles, mais manquant de bras.

Les Mossi étant de grands travailleurs sont recherchés sur les marchés de la main d'œuvre. Anciennement, les Mossi partaient en Gold Coast pour fuir les corvées et le service militaire, maintenant c'est d'abord pour faire rentrer l'impôt de la famille et aussi pour essayer d'amasser un petit pécule en vue des menus cadeaux précédant le mariage mossi, mariage qui devient fort difficile pour la jeunesse dépourvue de biens. Le taux de l'impôt montant, le mariage devenant impossible, les Mossi s'expatrient en plus grand nombre. Ces migrations sont fort heureusement saisonnières dans l'ensemble. Néanmoins, certaines sont définitives. Ceux qui ne reviennent pas sont surtout ceux qui ont réussi et cela est paradoxal. D'habitude, les émigrés qui réussissent rentrent chez eux et font montre de leur réussite, mais chez les

Mossi, les vrais « pa weuto » (les émigrés définitifs) restent à demeure dans le pays d'élection. Ni le pays, ni leurs parents qui sont restés, ne profitent de leurs expériences.

La nouvelle politique de l'Union Française requiert une intégration où chaque membre, en s'épanouissant, contribue à l'expansion commune. Le pays mossi ne pourra pas jouer son rôle dans ce concert, s'il se vide de la seule richesse qui faisait envie à tant d'autres. Il est vrai que dans un sens cette migration est un bien, car il y a souvent des disettes en pays mossi et la période de soudure est très difficile malgré l'intervention des sociétés de prévoyance.

Cependant, les conséquences de ces départs peuvent être très graves pour le territoire. Déjà les effets de ces migrations se font sentir à Ouagadougou où l'on a besoin de main d'œuvre pour la construction de la capitale restaurée. C'est à plus longue échéance que les Mossi ressentiront le poids de cet exode dans le taux des naissances. Les jeunes sont les partants et ce sont les vieux qui restent. Ce vide causé par les sorties deviendra alors bien vite un vide par le bas.

Pour éviter ces dangers que court le pays, quelle serait la solution à apporter ? Elle est bien simple et à la fois compliquée. Il faut fixer l'indigène à la terre ou tout au moins faire en sorte qu'il reste chez lui et ne soit pas tenté d'en sortir. Préconiser la méthode belge dans le Congo où l'indigène, pour aller d'une région à une autre, doit être dûment autorisé, serait contraire à la liberté d'aller et venir chère à l'esprit français. Ces migrations, qu'elles soient saisonnières ou non, doivent être organisées car elles posent d'autres problèmes dans les pays qui les reçoivent. La question du bidon-ville et de l'hébergement, l'accueil en pays inconnu, la détribalisation d'ailleurs rare pour le Moaga qui a l'esprit grégaire (mais on trouve des cas isolés) et surtout le problème du chômage en pays étranger, sont autant de maux qu'il est souhaitable de voir combattre au plus tôt. Pour ne pas avoir à lutter sur plusieurs fronts, la meilleure solution c'est de retenir le natif chez lui, en lui fournissant les moyens d'économiser suffisamment de quoi payer son impôt, sans avoir à quitter le pays.

Une politique de grands travaux s'impose. Le pays mossi a plus besoin d'eau que d'autre chose. Une politique qui consisterait à faire des barrages et beaucoup de barrages serait la bienvenue en ces régions d'agriculture où la pluie devient de plus en plus rare. On avait déboisé le pays pour combattre la mouche tsé-tsé. Les Mossi, d'autre part, n'ont pas encore abandonné leurs méthodes séculaires des feux de brousse, malgré les interdictions de l'administration. Il faut donc reboiser, or, le reboisement va de pair avec l'eau, d'où « politique de grands barrages ». Mais on nous rétorquera

que la Haute-Volta n'a pas assez de fonds pour soutenir une telle politique. Devant le dilemme : politique de grands barrages et insuffisance financière, on peut penser à la très prochaine dépopulation du pays mossi. Nous avons confiance que cela n'arrivera pas. L'intérêt bien compris du pays réside essentiellement dans sa population et pour la sauvegarder, l'administration d'abord, et les politiciens ensuite, sont là pour la retenir par une politique adéquate, et pour lui faire comprendre que le développement de la Haute-Volta pour le plus grand bien de tous est entre ses mains.

CONCLUSION

LA PERIODE ACTUELLE EST UNE CRISE DE TRANSITION UN TATONNEMENT A LA RECHERCHE D'UNE VOIE JUGEMENT DE VALEUR SUR LE CLASH

Le pays mossi est en pleine transformation sous le sceau de la civilisation occidentale. Traditionnellement réticent et méfiant à l'égard de tout apport extérieur (islamisme), le pays avait vécu replié sur lui-même et subissait passivement la présence française. Il acceptait parcimonieusement ce que lui promettait de grand la nouvelle civilisation. L'expérience, qui est notre maître à tous, a fait comprendre aux Mossi que le moment était pour une marche vers d'autres destinées. Par une politique habilement menée les blancs leur ont montré que seules leurs méthodes comptent.

Les Mossi, ayant compris que c'était disparaître que de rester accrochés à leurs traditions et à leur culture alors que le monde actuel penche vers une universelle standardisation, sous l'impulsion du génie occidental et de sa civilisation techno-mécanicienne, ont brusquement pris conscience de cette nécessité de vivre. Jusqu'à la guerre de 1939, les Mossi étaient un peu restés à l'écart du mouvement général. Les guerres sont les accoucheuses de nouvelles mentalités. Cette guerre mondiale a été aussi ressentie en pays Mossi par ses restrictions en toutes choses. La fin des hostilités et la constitution de 1946 ont trouvé le pays en pleine effervescence comme partout ailleurs en Afrique Noire.

La politique, jusqu'alors inconnue, s'est implantée et est venue alimenter les propos des palabres. Le pays mossi qui, avant l'arrivée des Français, semblait avoir atteint un équilibre statique dans une culture purement nègre, n'a pas échappé au courant de dynamisme né du contact européen et l'heure actuelle est pour lui l'instant critique des options. La civilisation française est là qui s'offre à lui comme libératrice et pleine d'avenir. Faut-il oublier le passé, faire table rase de tout un monde d'habitudes et de pensées ? Serait-ce un crime que de se tourner en connaissance de cause vers une autre culture qui a fait ses preuves par son efficience ? Ce serait un crime d'oublier le passé, mais tout le passé peut n'être pas retenu et l'adhésion à une nouvelle culture n'est

qu'un hommage rendu au génie humain dans une de ses réponses devant l'univers. Les Mossi de la nouvelle génération commencent à tourner délibérément le dos à leur propre culture qui se refuse à mourir, jalousement gardée par ceux qui en sont tout imprégnés ou qui ont intérêt à sa survie. Même ceux-là ont abandonné bien des traditions, non sans regret, parce qu'ils ont compris, sinon le ridicule de l'entêtement, du moins qu'ils pouvaient sans abdiquer, faire des concessions devant les exigences actuelles. Si les Mossi de la ville et les catholiques mossi ne pratiquent plus les scarifications sur le visage de leurs enfants, c'est qu'ils savent maintenant que cette mutilation de la personne qui était le signe de reconnaissance de nos ancêtres n'a plus aucune espèce d'utilité. Les déplacements sont, de nos jours, très facilités et le fait d'être reconnu extérieurement à l'étranger comme étant un Moaga ne vous donne droit qu'à être salué par les autres Mossi. L'énumération serait fastidieuse si nous voulions donner la liste de toutes les habitudes et traditions déjà presque oubliées par le non-usage. A la mort d'un roi, le pillage n'est plus toléré. Le roi défunt n'est plus représenté sur terre par un de ses fils cadets, mais par une de ses filles ; en pays mossi, le roi ne meurt pas. L'Empereur de Ouagadougou quitte sa capitale pour accomplir de très longs voyages, alors qu'il ne pouvait s'absenter de Ouagadougou sous aucun prétexte. Les rois Mossi se voient maintenant, anciennement cela portait malheur quand ils se voyaient. Les Mossi ne tuent plus les jumeaux qu'ils considéraient comme l'incarnation du diable. La liste n'est pas exhaustive.

D'un autre côté, les Mossi ont acquis de nouvelles habitudes qu'il est même inutile de rappeler ; ils font ce qu'ils voient faire par les Français. Ce n'est que peu à peu que les Mossi sont venus à la civilisation française, comme s'ils adhéraient aux idées de Challaye qui disait : « La politique indigène part de ce principe que, bonnes ou mauvaises, le peuple tient à ses coutumes et à ses institutions et que les nôtres, fussent-elles meilleures, lui apparaîtraient odieuses si on prétendait lui en imposer le respect ou même l'usage ; que notre civilisation si excellente l'étonne et le choque et, loin de l'attirer, l'éloigne tout d'abord et que si convaincus que nous soyions que son intérêt est de quitter la sienne pour la nôtre, il convient de l'y acheminer lentement à force de patience et de dextérité. »

Par la force des choses, les Mossi ont pris conscience qu'il y avait intérêt à adopter la nouvelle civilisation et leur lent acheminement vers elle est gage qu'il n'est pas simplement dû à l'attrait du nouveau. Toutefois il serait bon que l'élément conservateur du pays ne lâche pas prise car la

constitution de l'Union Française, quoiqu'elle soit encore teintée d'assimilationnisme, part du principe du respect des institutions propres à chaque peuple. L'Union Française, dans sa composition, ne prétend pas être un bloc monolithique ; elle veut la diversité qui enrichit et cette diversité c'est aux peuples d'outre mer de la conserver. Le peuple mossi avait une structure sociale très solide qui a subsisté, des traditions qui n'ont pas failli à leur rôle. Qu'elles vivent pour que les Mossi puissent être fiers un jour d'un apport au concert de l'Union.

Politiquement, les Mossi sont intégrés au système de l'Union Française. Ils ont des représentants aux chambres de l'Union et une représentation locale et cela n'empêche pas que le cadre ancien des chefs coutumiers continue à jouer son rôle séculaire. Au point de vue juridique, c'est l'ordre public territorial qui domine ; cet ordre public territorial que Solus définit comme suit : « Par la notion d'ordre public colonial il faut entendre que la loi de statut personnel indigène dont le respect a été cependant proclamé par la métropole ne peut prévaloir lorsqu'elle est en opposition ou en contradiction avec une règle que la nation colonisatrice considère dans la colonie comme essentielle au succès de l'œuvre de la colonisation ».

La justice indigène se démène dans les litiges mineurs où les questions de femmes ne sont pas les moins nombreuses. L'intégration de l'économie du pays mossi pose les problèmes les plus ardues, alors que c'est l'intégration économique qui semble prendre le pas sur toutes les autres. Avoir une même représentation politique, une même culture intellectuelle sont choses secondaires à ce siècle où la machine est tout. L'interdépendance économique est, de nos jours, le leitmotiv de toute intégration.

Le pays mossi est un des pays auxquels s'applique très bien le terme de pays sous-développé. Ses possibilités économiques sont faibles, du moins en ce qui concerne le marché occidental. Le marché local est entre les mains des grandes compagnies européennes qui se contentent de vendre des produits manufacturés. Le pays mossi exporte très peu. L'indigène n'a pas les moyens nécessaires pour mettre en valeur les produits locaux. Il lui faut du crédit mais, comme le remarque fort justement M. Raymond Prats, dans sa thèse sur le Gabon : « Hormis un petit nombre d' » évolués », le crédit est refusé aux Africains, même par l'organisme social prévu à cet effet, car la garantie individuelle est trop rare dans ces pays. Devant un tel état de fait, l'évolution de toute l'économie africaine, par opposition à l'économie capitaliste, est en cause ». Pour une bonne intégration il faudrait

plutôt encourager l'exportation de certaines denrées propres au pays et utiles à d'autres en faisant participer les indigènes aux avantages des crédits. Pour ce qui est de l'industrialisation, elle ne sera pas non plus facile du fait de la pauvreté du territoire. Mais un espoir subsiste dans ce domaine ; les prospections n'ont pas encore été systématiquement faites. Nous ne pouvons parler d'une totale intégration tant que notre économie restera quasi-archaïque, alors que dans tous les autres domaines la marche est plus rapide et que l'indigène assimile fort bien la civilisation occidentale.

Si le pays mossi est le parent pauvre de la Fédération, il n'envie aucun de ses partenaires au point de vue démographique. C'est pour cela que le pays mossi est encore très riche et cette richesse, grâce à l'hygiène que les Français ont introduite, ne pourra que s'accroître pour le plus grand profit du territoire. Nous ne sommes pas populationniste, mais nous pensons que c'est une des richesses qui ne se déprécient jamais. Grâce à cette densité rare en A.O.F., la main d'œuvre sera toujours abondante si on était assez sage pour l'arrêter dans sa nouvelle habitude de la « bougeotte » et les Mossi seraient à l'abri du déséquilibre moral que tous les auteurs s'accordent pour attribuer à la détribalisation. Il serait infiniment regrettable que la supériorité numérique des Mossi ne serve en rien l'économie du pays.

Le fait colonial a été pour les Mossi un changement total dans les habitudes. Les Mossi se sont départis de leur mépris pour la richesse et ne croient plus que l'or soit un métal maléfique. Ils sont devenus aussi impatients d'apprendre ce qu'enseignent les blancs, eux qui étaient sceptiques à l'égard de toute nouveauté. « Nous n'avons jamais vu ça », disaient les vieux Mossi. Ils ont pris l'habitude de voir le « jamais-vu », même l'éclatement de leur vie familiale. Mais si les Mossi reconnaissent de bonne grâce que le blanc leur a apporté beaucoup de bonnes choses, ils ne lui pardonnent pas d'avoir été la cause que l'âge et le rang social ne soient plus honorés ou respectés, qu'on ne puisse plus donner une femme comme on l'entend. La culture mossi était centrée sur le respect des hiérarchies et c'est pourquoi nous avons beaucoup parlé du chef coutumier, non pour en prendre la défense, mais pour bien faire comprendre qu'il avait toujours été l'animateur et la raison d'être de toute la société mossi dont l'originalité venait de sa totale soumission à son chef. En libérant la femme et en émancipant la jeunesse, le clash a défiguré le monde mossi. Il appartenait aux Mossi de rester eux-mêmes en adoptant la civilisation occidentale, mais cette civilisation a ses principes qui font sa force et sa raison

d'être, et si les cadres traditionnels mossi ont éclaté c'est souvent malgré les colonisateurs.

Certes, le clash a fait du tort à la culture mossi. Il en a arrêté le cours. Cependant, un avantage certain a été recueilli. Une décantation de notre culture s'est faite qu'il serait utile d'entretenir comme un feu sacré. Mais le vieux monde mossi s'éteint lentement et le pays, dans son effort d'adaptation à la vie moderne, oublie presque sciemment qu'il avait hérité d'une culture que d'autres avaient résumée pour lui au cours de temps immémoriaux. Lancés à la suite des peuples modernes, les Mossi n'ont plus qu'un but : être et faire comme eux. Ils s'y prêtent peut-être gauchement. Mais, comme dit un dicton mossi : « Warb' ka néré pakda gueta : une danse mal exécutée n'indispose que le spectateur ». Oui, les Mossi veulent, eux aussi, exécuter un pas de danse dans le ballet des peuples ; que les autres guident leur pas s'il est malhabile, mais qu'ils se gardent bien de ne pas le faire car s'ils traînent le pas, la ronde tout entière sera ralentie et le rythme de la danse en sera rompu.

BIBLIOGRAPHIE

ARNOULD (Charles R.P.). *Les Fêtes au Yatenga*. N.A. N° 42, avril 1949, p. 38-44. Notes africaines.

BEAUMINY (A. de). *Le Mossi au point de vue économique*. In *Revue de Géo. Commerciale*, avril-juin 1918, janvier-mars 1919, avril-juin 1919.

BEAUMINY (A. de). *Les Etats Mossi*. Bull. Afr. Française. Renseignements Coloniaux, 1925, n° 1.

CARRIER MOULINS. *Monographie du Cercle de Ouagadougou*. Archives inédites du Haut-Sénégal Niger, 1919.

CHERON (G.). *Traditions relatives au Cercle de Kaya*. B.C.E.H.S., 1924, p. 635-91.

CHERON (G.). *La Cour de Boussouma Naba*. B.C.E.H.S. A.O.F., 1925, p. 304-12.

CROZAT (Dr.). *Rapport sur une Mission au Mossi*. J.O.R.F., 5-9 oct. 1891.

DELOBSON. *L'Empire du Mogho Naba*. Paris 1932, Editions Domat Monchrétien.

DELOBSON. *Les danses Mossi et leur signification*. *Revue Anthropologique*, 1932, t. XLII, p. 169-173.

DELOBSON. *Notes sur le « Yarcé » au Mossi*. In *Revue Anthropologique* n° 10-12, t. XLIIV, 1934.

DELOBSON (Dim.). *Le Mogho Naba et sa cour*. B.C.E.H.S. A.O.F., 1928, p. 386-421.

DURRIEU (R.P.L.). *Le Mossi*. *Revue Militaire de l'A.O.F.*, 15 janvier 1934.

VON FRANÇOIS. *Voyage au Salaga et au Mossi*. In *Mitteilungen aus deutschen Schutzgebieten*, p. 143.

GUEYE. *Les sorciers noirs*. N.A. n° 22, p. 12-14, 1944.

HOLAS (Bohemil). *Teinturier Mossi à Dimbokro*. N.A. n° 38, p. 18-21.

L'Homme noir d'Afrique, n° Br 3041, inv. 15 058.

KABORE. *Les mangeuses d'âmes chez les Mossi*. N.A. n° 24, p. 17-18.

KÖENIG (J.). *Pluriel de politesse chez les Mossi*. N.A. N° 21, p. 12-13.

LAMBERT (Cap.). *Les pays Mossi*. *Bulletin de la Société Géographique de l'Afrique Française*, n° 6, 7, 8, 1908.

MANGIN (le Père Eugène). *Les Mossi. Essai sur les us et coutumes du Soudan Occidental*. Vienne, 1916 (Collection de l'Anthropos) cf. résumé in B.C.E.H.S. A.O.F., 1920, p. 395.

MARC (Lt). *Le Pays Mossi*. Larose, 1909.

MARIE-ANDRÉE (Sœur). *La femme Mossi, sa situation juridique*. In *l'Ethnographie*, n° 33-34, 1937, p. 101-I-105.

MAUBERT. *Monographie du Cercle de Fada N'Gourma*. Archives inédites du Haut-Sénégal Niger, 1909.

OUEDRAOGO et PROST. *La propriété foncière chez les Mossi*. N.A. n° 38, p. 16-18.

PROST (P.). *Inventaire du marché (Les épices)*. N.A. n° 14, p. 4-5, avril 1942.

PROST (P.). *Les aliments crus chez l'indigène Mossi-Boussancé*. N.A. n° 12, p. 55-56.

TAUXIER. *Le Noir du Soudan, pays Mossi et Gourounsi*. In Documents et Analyses, Larose, 1912, 796 p.

TAUXIER. *Nouvelles notes sur le Mossi et le Gourounsi*. Larose, 1924, 208 p. Bonne Biblio.

TAUXIER. *Le Noir du Yatenga*. Mossi, Nioniosé, Samo, Yarsé, Silmi-mossi, Peul. Larose, 1917, 790 p.

VERGER (P.). *Le Yatenga Naba de Ouahigouya*. In La Revue des Voyages, janvier 1939, p. 23.

VADIER. *Monographie du Cercle de Ouahigouya*. Archives inédites du Haut-Sénégal Niger, 1909.

VADIER. *La tradition religieuse Mossi*. N.A. n° p. 15-17.

VADIER. *La hiérarchie Mossi*. Bull. Inf. et Rens. Dakar, n° 199, 15 août 1938, p. 306-307.

VADIER. *L'Ordealie chez les Mossi*. Bull. Inf. et Rens. n° 203, 1938, p. 409-410. Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française.

CHALLAYE. Voir Cours de Doctorat de Colonistique du Professeur Comby.

SOLUS. Voir Cours de Droit d'Outre-Mer de M. Cabrillac Michel.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	8
INTRODUCTION :	
<i>Le pays mossi</i> : Situation géographique. — Les différentes ethnies de la famille mossi.....	11
CARTES	14 et 15
LIVRE I	
CHAPITRE I. — L'arrivée des Français	17
CHAPITRE II. — Psychologie de la pénétration. — Le clash et sa définition	19
LIVRE II. — <i>Conséquences sur les structures</i>	
CHAPITRE I. — Sur la vie politique du pays	21
<i>Section I</i> : Nouvelle répartition des pouvoirs et superposition des administrations	21
<i>Section II</i> : 1946 et ses effets :	
§ I : Politisation du pays et apparition des partis	23
§ II : Position du chef coutumier et de la population ..	25
CHAPITRE II. — Conséquences juridiques	27
<i>Section I</i> : La famille et le mariage	27
<i>Section II</i> : La propriété	34
<i>Section III</i> : La langue française devient langue officielle ; Extension de l'instruction	35
CHAPITRE III. — Conséquences religieuses	37
<i>Section I</i> : Régression du fétichisme (animisme)	37
<i>Section II</i> : L'islamisme prend racine en pays mossi	38
<i>Section III</i> : Les nouvelles voies : Le Christianisme ; Catholicisme ; Protestantisme	39
	69

LIVRE III. — *Le bilan économique et démographique*

CHAPITRE I. — Economie	41
<i>Section I</i> : Premier temps : routes	41
<i>Section II</i> : Progrès nouveau	42
<i>Section III</i> : Avenir de l'industrialisation	44
CHAPITRE II. — Le commerce	47
<i>Section I</i> : Les grandes maisons européennes	47
<i>Section II</i> : Les Libano-Syriens	47
<i>Section III</i> : Les Indigènes	48
<i>Section IV</i> : La commercialisation de l'art	50
CHAPITRE III. — Démographie	53
<i>Section I</i> : La population a-t-elle augmenté?	53
<i>Section II</i> : Progrès du point de vue sanitaire : l'hygiène ..	54
<i>Section III</i> : Les migrations : causes et effets	56
CONCLUSION	61
BIBLIOGRAPHIE	67
TABLES DES MATIERES	69

Achevé d'imprimer
le 30 Novembre 1966
par les Presses du
Palais Royal à Paris
Dépôt légal n° 110

